



Commission
européenne

[AUTOMNE 2012 ▶ N° 43]

panorama

inforegio

▶ Investir dans les régions

L'utilisation d'instruments
financiers pour favoriser
le soutien de la politique
régionale

- ▶ Interview de
Jacques Delors
- ▶ Réorientation des fonds
pour surmonter la crise
économique
- ▶ Journées portes ouvertes
– Faire la différence

Politique
régionale

▶ **ÉDITORIAL** 3
Commissaire Johannes Hahn

▶ **INTERVIEW** 4-7
Jacques Delors – Réflexions sur la politique de cohésion

▶ **DOSSIER SPÉCIAL** 8-13
L'UTILISATION D'INSTRUMENTS FINANCIERS POUR SOUTENIR LA POLITIQUE RÉGIONALE

▶ **LA PAROLE EST À VOUS** 14-19
Perspectives nationales et régionales sur la politique de cohésion

▶ **PRÉSIDENTE CHYPRIOTE DE L'UNION EUROPÉENNE – LES PRIORITÉS DE LA POLITIQUE DE COHÉSION** 20-21

▶ **LA COOPÉRATION TERRITORIALE EUROPÉENNE POUR 2014-2020** 22-23

▶ **LES VILLES ET RÉGIONS D'EUROPE FONT LA DIFFÉRENCE** 24-25

▶ **LA REPROGRAMMATION DES FINANCEMENTS STRUCTURELS POUR SURMONTER LA CRISE ÉCONOMIQUE** 26-27

▶ **STRATÉGIE DE L'UE POUR LA RÉGION DU DANUBE: UN AN DE FONCTIONNEMENT** 28-29

▶ **EXEMPLES DE PROJETS** 30-33
Exemples de projets en Pologne, République tchèque et Italie, et projet de coopération territoriale européenne du programme «Régions périphériques septentrionales»

▶ **CARTES** 34-35
▶ Taux de chômage, 2011
▶ Évolution des taux de chômage, 2007-2011

▶ **L'APPROCHE DU DÉVELOPPEMENT LOCAL POUR UNE MEILLEURE COHÉSION TERRITORIALE** 36-37

▶ **LA STYRIE, LAURÉAT REGIOSTARS ECO WORLD POURSUIT SUR SA LANCÉE** 38

▶ **REGIOSTARS 2013: ANNONCE DES FINALISTES** 39

▶ **AGENDA** 40



Photos (pages):
 Couverture: © Commission européenne
 Pages 8, 9, 25, 27, 28, 29, 39: © Commission européenne
 Pages 3, 4, 6: © Notre Europe
 Page 10: © North-East Finance – KredEx – Duda Breseeg, Neem
 Page 12: © Wielkopolskie Centrum Wspierania Inwestycji Sp. z o.o. – HOSSA S.A.
 Page 15: © Ministère polonais du développement régional
 Page 16: © Sky-Watch
 Page 17: © Negundo Innovation Center
 Page 18: © Gdańsk Science and Technology Park
 Page 19: © La Cub – Didier Doustin – Anthony Rojo
 Pages 21, 36, 37: © Shutterstock
 Page 22: © GRaBS
 Page 23: © Haparanda/Tornio
 Page 25: © Gouvernement de Catalogne
 Page 30: © PGNIG S.A.
 Page 31: © Ministère du développement régional, République tchèque
 Page 32: © Mitchell O'Gorman
 Page 33: © METALPROGETTI spa

Ce magazine est imprimé en français, en anglais et en allemand sur papier recyclé. Il est disponible en ligne dans 21 langues à l'adresse http://ec.europa.eu/regional_policy/information/panorama/index_fr.cfm

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles de la Commission européenne.

▶ ÉDITORIAL



L'une des façons innovantes d'améliorer l'efficacité et l'efficience de la politique régionale de l'UE consiste à recourir aux instruments financiers. Ces mécanismes de soutien, qui vont des techniques d'ingénierie financière aux systèmes d'assistance technique, peuvent contribuer à attirer des fonds et à rassembler davantage d'expertise et de savoir-faire.

Développés et perfectionnés pendant la période de programmation 2007-2013 en coopération avec la Banque européenne d'investissement, ces instruments financiers innovants sont aujourd'hui un élément important du prochain cadre financier pluriannuel (2014-2020). Ils visent à stimuler les investissements centrés sur la réalisation des objectifs de la stratégie Europe 2020, c'est-à-dire les investissements axés sur la durabilité, les nouvelles technologies, le développement des compétences et l'innovation. Ce sont précisément ces domaines qu'il faut encourager pour créer des emplois et de la croissance.

10^e édition des Journées annuelles portes ouvertes

En octobre, nous célébrerons la 10^e édition de la semaine européenne annuelle des Journées portes ouvertes des régions et des villes. Ce rassemblement d'une semaine est devenu l'événement annuel clé pour les pouvoirs régionaux et locaux. C'est pour eux l'occasion de rencontrer à Bruxelles les décideurs régionaux, nationaux et européens et de présenter les projets et actions menés dans leur région et qui contribuent à la politique de cohésion de l'UE.

Cette année, le thème des Journées portes ouvertes, organisées en coopération avec le Comité des régions, s'intitule «Les villes et régions d'Europe font la différence». L'événement donnera l'occasion de lancer le débat sur l'avenir de l'Europe, sa politique de cohésion et sa gouvernance à plusieurs niveaux.

L'inspiration Delors

Dans ce contexte, nous avons l'honneur de discuter des progrès de la politique de cohésion de l'Europe avec l'ancien président de la Commission européenne, Jacques Delors. La politique de cohésion actuelle a été en grande partie inspirée par l'ancien président, qui estimait qu'il fallait agir en faveur d'un développement équilibré des économies régionales européennes. En dépit des impératifs de la crise économique, les arguments en faveur d'une politique régionale fondée sur la solidarité, la cohésion et des investissements intelligents et ciblés restent toujours d'actualité.

Johannes Hahn

Membre de la Commission européenne en charge de la politique régionale

▶ JACQUES DELORS – RÉFLEXIONS SUR LA POLITIQUE DE COHÉSION



Dans une interview accordée à *Panorama*, Jacques Delors, ancien président de la Commission européenne (1985-1995), souligne l'importance toujours aussi cruciale de la politique de cohésion pour le développement futur des régions d'Europe et appelle à une révision radicale du calcul du bien-être économique pour garantir la prise en compte de tous les bénéfices du développement régional.

Crise économique

S'il est, une fois de plus, d'une importance vitale d'améliorer la compétitivité de l'Europe et de créer des emplois, il ne faut pas confondre la politique de cohésion avec la politique de compétitivité, fait remarquer l'ancien président de la Commission européenne, Jacques Delors.

«Il est important d'établir une distinction entre la solidarité européenne face à la crise financière et le principe primordial de solidarité de l'Europe. Ce sont deux choses différentes. Lorsqu'un incendie se déclare, nous devons bien sûr appeler les pompiers, mais nous avons aussi besoin des architectes qui travaillent à long terme. En effet, je pense que la politique structurelle ne doit pas être négligée sous prétexte qu'il faut faire face à la crise financière. Elle suit sa propre logique, qui peut être adaptée en fonction de l'évolution de la réalité économique.»

S'adressant à *Panorama* dans son bureau situé dans les locaux du groupe de réflexion ou «think tank» Notre Europe à Paris, M. Delors refuse de considérer la politique régionale de l'UE comme une simple politique de redistribution.

«Pour moi, la politique régionale est avant tout un instrument de développement qui a l'avantage de créer un effet de redistribution.» L'ancien président de la Commission met l'accent sur la nécessité d'adopter une approche ascendante en politique européenne.

«Dans l'Europe d'aujourd'hui, qui compte 27 pays membres, nous ne pouvons pas négliger cette dimension ascendante, qui intègre aussi l'un des principes philosophiques de la construction européenne, la subsidiarité. La divergence entre certaines régions sur le plan du développement économique

« Il est important d'établir une distinction entre la solidarité européenne face à la crise financière et le principe primordial de solidarité de l'Europe. »

a toujours été une réalité à laquelle nous avons dû faire face et la politique de cohésion a été conçue pour permettre aux régions moins développées de résister à la concurrence tout en contribuant à l'Europe. Toutes les propositions que nous avons formulées respectent mon triptyque de principes fondamentaux: "concurrence, coopération et solidarité". Vous ne pourrez pas réussir la construction de l'Europe si vous éliminez l'un de ces éléments.»

Mesurer le développement économique

«Mais comment mesurer le développement économique?», demande M. Delors. «Par rapport à il y a 10 ans, nous avons observé que nous mettions 45 minutes à nous rendre au travail au lieu de 30. Les retards dus aux encombrements augmentent, tandis que le produit national brut est en hausse car notre consommation d'automobiles et de pétrole augmente. J'en conclus que les habitants ont perdu entre une demi-heure et une heure de temps libre sans pour autant s'enrichir.»

Pour l'ancien économiste, l'un des problèmes clés réside dans la façon de mesurer ces facteurs. «Notre système actuel de mesure utilise le PNB, mais ce critère ne rend pas vraiment compte de la notion de bien-être. Nous avons besoin d'une nouvelle méthode de calcul des performances, surtout dans le contexte régional. Lorsque nous disposerons d'un tel système de mesure des performances, nous réaliserons que les régions renferment de nombreuses nouvelles richesses.»

Notons que M. Delors a déjà écrit un livre à ce sujet en 1971, intitulé «Les indicateurs sociaux», un thème actuellement fortement débattu par les économistes.

«Nous ne pouvons pas mettre en place un nouveau modèle de développement et conserver les méthodes de calcul traditionnelles applicables à une croissance classique. Nous ne pouvons pas évoluer vers un modèle qui tienne compte du temps de loisirs des populations, de la nature et des ressources sans changer nos méthodes de calcul. Il nous faut entièrement réviser nos modes de calcul des performances économiques. Et si nous adoptons une nouvelle méthode de calcul, la politique régionale apparaîtra alors beaucoup plus utile.»

Origines de la politique de cohésion

«Avant mon arrivée à la Commission en 1985, le fonds social, le fonds régional et le fonds agricole existaient déjà», explique M. Delors. Lors des négociations d'adhésion avec l'Espagne et le Portugal, les membres du sud de l'Europe "des 10" ont exprimé leurs inquiétudes quant aux écarts de développement. Pour répondre à ces préoccupations, nous avons proposé le programme intégré méditerranéen (PIM). C'est le premier exemple de coopération régionale coordonnée pour résoudre des problèmes économiques et sociaux de la région méditerranéenne.»

«C'est le succès du PIM qui a amené l'idée d'action coordonnée ou de "synthèse" et j'ai proposé la notion de "cohésion" économique et sociale, qui s'est concrétisée avec la création de la politique de cohésion. Il était évident que le marché unique ne pouvait pas progresser sans une politique de cohésion économique et sociale. Celle-ci est devenue l'un des fondements de l'Acte unique qui, selon moi, a revitalisé l'Europe.» ▶▶



PROFILE: JACQUES DELORS

Jacques Delors a présidé la Commission européenne de 1985 à 1995. Il est le premier président à avoir exercé trois mandats.

Économiste de formation, il a travaillé pour le Parlement européen de 1979 à 1981, devenant président de son Comité des affaires économiques et monétaires.

Sous la présidence de François Mitterrand, M. Delors a exercé en France la fonction de ministre de l'économie et des finances de 1981 à 1983, puis de ministre de l'économie, des finances et du budget de 1983 à 1984.

Lorsqu'il était à la tête de la Commission, il a préparé le terrain en vue de l'introduction du marché unique européen, qui est entré en vigueur en janvier 1993. Dans le cadre de ce programme, il a promu le développement d'une politique de cohésion pour les régions d'Europe.

En 1996, M. Delors a fondé le think tank Notre Europe basé à Paris et dont il reste l'un des présidents.

En 2010, il a soutenu une nouvelle initiative, le Groupe Spinelli, créé pour ranimer la lutte en faveur d'une fédéralisation de l'Union européenne (UE).



Rapprocher les citoyens

M. Delors pense que la politique de cohésion est une façon de rendre le projet européen plus accessible aux citoyens européens et de remédier au déficit démocratique.

Il évoque les milliers de projets financés au titre de la politique de cohésion qui prouvent aux citoyens de base que l'Europe travaille pour eux.

Partenariat avec les régions

Il reste un ardent défenseur de la protection et de la promotion du droit d'initiative de la Commission et de son rôle de premier plan dans les questions régionales.

«Au départ, ce que je voulais, c'était un partenariat réel entre les régions et la Commission. Il ne s'agissait pas d'une Europe des régions travaillant contre une Europe des États-nations, explique-t-il. Il s'agissait plutôt d'un partenariat entre la Commission et les régions, qui permettrait à la Commission de développer tout un éventail d'outils pour promouvoir le développement régional tout en diffusant les meilleures pratiques.»

« Au départ, ce que je voulais, c'était un partenariat réel entre les régions et la Commission. »

«Malheureusement, ajoute-t-il, ce que nous constatons, c'est une évolution vers une centralisation excessive où les États membres parlent au nom des régions. Ce n'est pas la politique de cohésion que j'avais envisagée. La Commission, avec ses programmes et son expérience sur le terrain, a une idée claire de ce qu'il faudrait faire pour favoriser le développement. La Commission est la seule institution qui pense à l'Europe chaque jour», souligne-t-il.

M. Delors estime que la centralisation observée dans tous les pays est un bond en arrière pour l'Europe des régions. «Ce que nous avons envisagé, c'était un partenariat pour un apprentissage mutuel généralisé», affirme-t-il. »»

► NOTRE EUROPE – LE PROJET DELORS



Notre Europe est un think tank basé à Paris et fondé par Jacques Delors. Ses travaux et recommandations politiques s'inspirent de la pensée de l'homme politique.

Le groupe a récemment publié un rapport sur la future politique de cohésion, intitulé «Le "Pacte de cohésion" à l'épreuve de la crise» par Marjorie Jouen (disponible en français et en anglais).

Le rapport soutient les idées suivantes:

Il faut créer les conditions de la transition vers un «modèle de développement intelligent, vert et inclusif» tel que préconisé dans la stratégie Europe 2020 et profiler la politique de cohésion comme un instrument sur la voie du progrès social et du bien-être, ce qui peut passer par la définition de nouveaux critères d'éligibilité.

Il faut rétablir le lien démocratique entre l'Union et les Européens en leur montrant précisément les réalisations obtenues par les fonds européens et en recourant plus systématiquement au «développement local par les acteurs locaux».

La crédibilité de la future politique de cohésion passe aussi par la simplification des procédures, qui supposerait de garantir à tout prix l'accessibilité des fonds européens aux petits porteurs de projets locaux.

► POUR EN SAVOIR PLUS

<http://notre-europe.eu/>
<http://www.notre-europe.eu/en/axes/competition-cooperation-solidarity/works/publication/the-cohesion-pact-weathering-the-crisis/>



Emploi et éducation

M. Delors s'intéresse depuis longtemps à l'éducation. Il est à l'origine de la loi française sur la formation professionnelle continue (FPC) adoptée en 1971, qui oblige les entreprises à mettre de côté une partie de leurs bénéfices pour offrir à leurs employés des possibilités de formation. Il a aussi présidé de 1993 à 1996 une commission de l'UNESCO sur l'éducation pour le vingt et unième siècle, dont le rapport final a été publié sous le titre: «L'éducation: un trésor est caché dedans».

L'une de ses plus grandes réalisations est le lancement du programme de mobilité des étudiants ERASMUS. «Personnellement, je suis très satisfait d'être parvenu à créer le programme ERASMUS. Cela montre une fois de plus qu'il est important d'accorder à la Commission le droit d'initiative. Sans cela, le programme ERASMUS n'aurait jamais pu se concrétiser. Le droit d'initiative de la Commission doit être préservé», insiste-t-il.

«Néanmoins, les gouvernements ne peuvent pas se contenter de parler d'éducation, ils doivent aussi créer des emplois. Nous avons besoin d'une économie capable de créer des emplois et des formations de meilleure qualité. Ces deux éléments sont indissociables. L'idée qu'il suffit d'avoir une bonne formation pour trouver un emploi n'est pas vraie dans la réalité.»

Le chômage des jeunes, un problème oublié

M. Delors pense que les intérêts des jeunes Européens ont été négligés dans les 20 dernières années. «Dans le livre blanc sur la croissance et la compétitivité que j'ai proposé en 1993, j'ai affirmé que nous, la génération adulte, avons tendance à résoudre nos problèmes entre nous sans tenir compte de la jeune génération. En accumulant des dettes, en omettant de résoudre les problèmes de bien-être, en négligeant la faiblesse de notre système éducatif, nous avons imposé à notre jeunesse une charge excessive, une charge inéquitable. Ils en payent aujourd'hui les conséquences.»

Environnement urbain et rural

Sans sous-estimer l'importance économique des PME, M. Delors est prompt à préciser qu'il s'agit seulement d'un facteur économique parmi d'autres. «Ce n'est pas parce que nous nous trouvons à un point donné du cycle économique que nous devons nous focaliser sur un aspect et oublier le reste. Notre politique doit aussi s'intéresser à l'agriculture, à la gestion des ressources naturelles, aux forêts (dont nous ne parlons pas beaucoup), à l'équilibre territorial et à la créativité de l'industrie et des services. Les politiques doivent être conçues pour permettre l'émergence et le succès d'un maximum d'initiatives dans n'importe quel secteur.»

« Nous devons construire une Union européenne de la diversité avec un maximum d'initiatives venant de la base. »

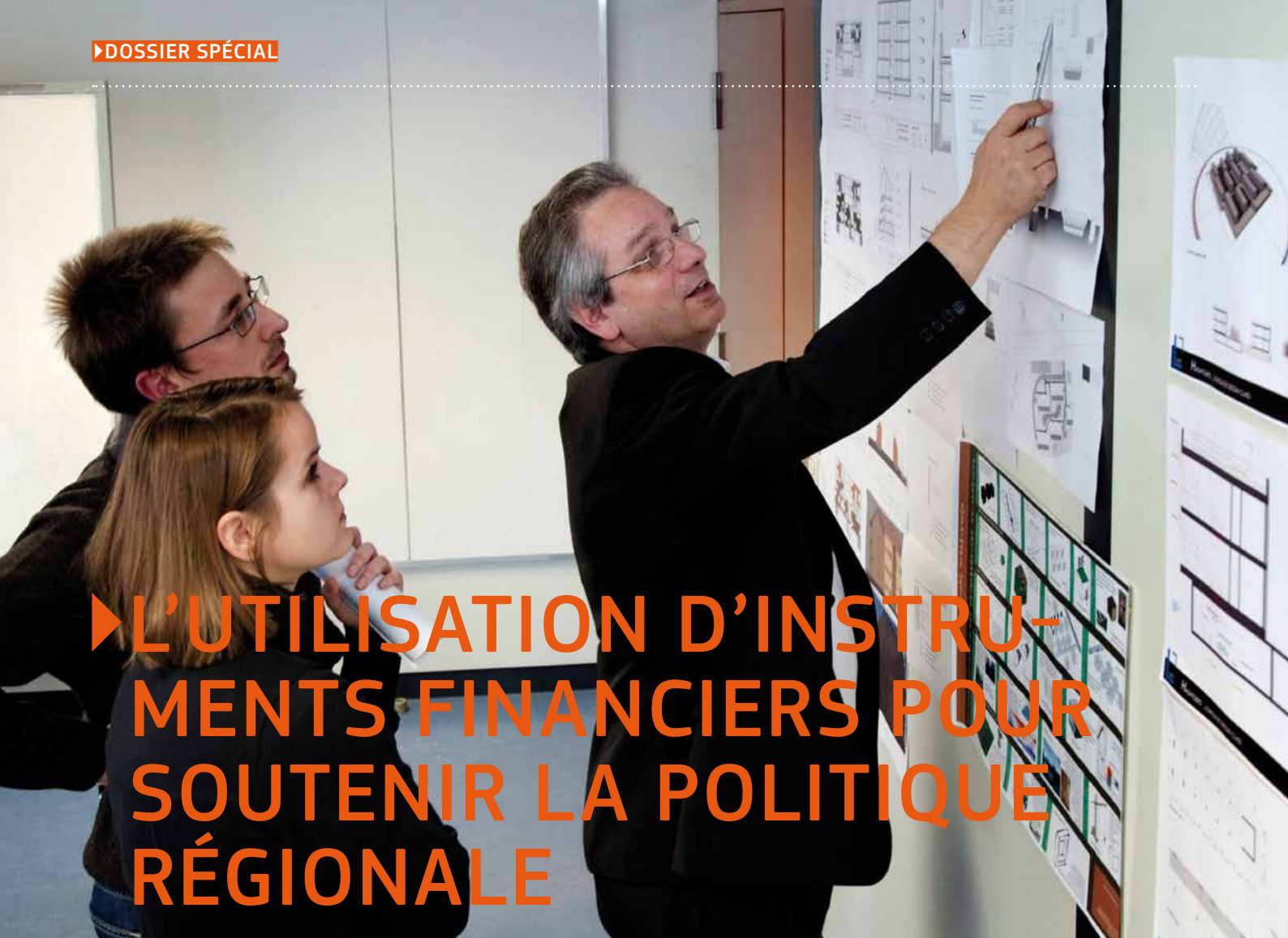
L'ancien président de la Commission européenne n'hésite pas à souligner que l'Europe est un patrimoine commun et que la politique régionale concerne tout le monde. «De même que la société européenne est un équilibre entre la société et l'individu, c'est aussi un équilibre entre mouvement urbain et vie rurale et nature. C'est notre patrimoine», indique-t-il.

«Il existe un phénomène social important appelé ruralité dont on parle peu, affirme-t-il. Dans certains pays membres, 80 pour cent du paysage est urbain. La ruralité est par conséquent un élément essentiel dont nous devons assurer la protection et permettre le développement. C'est souvent en milieu rural que les inégalités sont les plus prononcées. Ce sont aussi les personnes qui y vivent qui s'avèrent les plus aptes à préserver le patrimoine naturel.»

Un développement ascendant

Si les organismes comme le Comité des régions sont utiles, ce dont nous avons besoin, c'est d'un développement ascendant, explique M. Delors. «À côté du développement macro-économique, les acteurs économiques locaux doivent être capable de se mobiliser. En France, par exemple, je participe à des réunions de discussion sur cette mobilisation locale. Nous avons, par exemple, l'organisation "Sol et Civilisation", fondée par des agriculteurs français pour étudier l'expérience des autres pays européens et diffuser ces connaissances à l'échelon local.»

«Je pense que chaque citoyen doit être capable de contrôler sa destinée dans l'économie sociale, tout en respectant la diversité de l'Europe et son identité. Nous devons construire une Union européenne de la diversité avec un maximum d'initiatives venant de la base.»



► L'UTILISATION D'INSTRUMENTS FINANCIERS POUR SOUTENIR LA POLITIQUE RÉGIONALE

L'un des objectifs clés du prochain cadre financier pluriannuel, «Un budget pour la stratégie Europe 2020», est de stimuler les investissements axés sur la réalisation des objectifs de la politique européenne en faisant un usage accru des instruments financiers innovants. *Panorama* jette un coup d'œil sur la valeur ajoutée générée par les instruments financiers de la politique régionale et sur la façon dont la Commission les intègre dans ses propositions à partir de 2013.

Utilisés dans les bonnes conditions et de manière adaptée, les instruments financiers ont un rôle essentiel à jouer pour maximiser l'efficacité et l'efficacité de la politique régionale, une priorité évidente dans le contexte économique et financier actuel.

Les instruments financiers sont une façon plus efficace de fournir des ressources au secteur public en vue de la réalisation d'objectifs politiques puisqu'ils s'appuient sur des pratiques et des acteurs commerciaux et en stimulent la participation du capital privé. Ils se présentent sous différentes formes: prêts, garanties de prêts, capitaux propres, capital-risque et microfinance. Tous ces instruments sont «renouvelables», c'est-à-dire que les fonds initiaux peuvent être utilisés plusieurs fois au cours de différents. Ainsi:



Les instruments financiers génèrent de la valeur ajoutée car ils sont capables d'attirer d'autres financements et ils rassemblent l'expertise et le savoir-faire des différents partenaires, dont la Banque européenne d'investissement (BEI) et le secteur privé. Fournir une aide remboursable peut également encourager de meilleures performances de la part des bénéficiaires, notamment des projets de meilleure qualité et une discipline financière plus stricte.

Une évaluation d'impact des prêts concessionnels du FEDER dans le nord de l'Italie a démontré que 1 euro d'un petit prêt à taux bonifié générerait 4,5 euros d'investissements privés, contrairement aux subventions en capital accordées par un groupe témoin à des entreprises similaires, qui n'ont pas eu d'effet de levier notable. De plus, le coût par emploi était de 30 000 euros seulement pour les prêts concessionnels contre 64 000 euros pour les subventions.

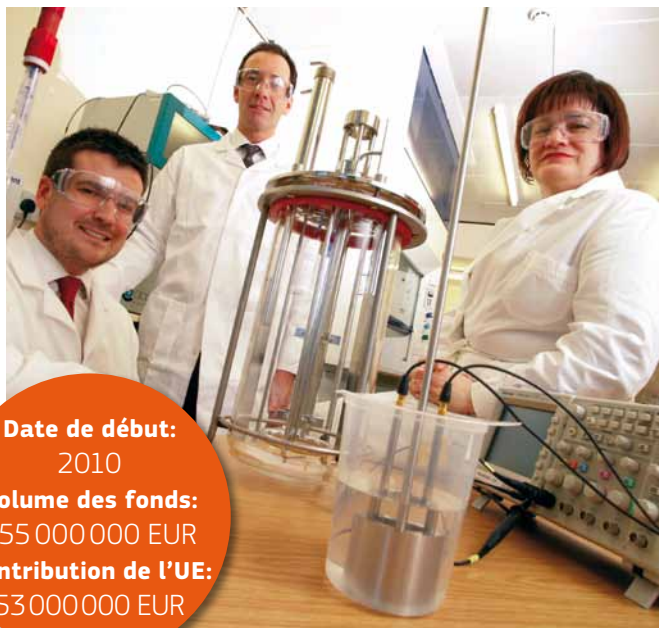


Instrument financiers – l'expérience acquise

Des instruments financiers sont proposés en nombres limités au titre de la politique régionale depuis la période 1994-1999, en particulier aux petites et moyennes entreprises (PME). Au cours de la période 2007-2013, l'utilisation des instruments financiers s'est répandue et leur champ d'action s'est étendu: ils ne servent plus seulement à aider les PME, mais aussi à soutenir le développement urbain durable et l'efficacité énergétique.

Les dernières données disponibles révèlent que fin 2011, environ 5% des allocations accordées par le FEDER pour la période de programmation 2007-2013, soit un total de presque 500 fonds, avaient été allouées à des instruments financiers. Quelque 25 États membres et un programme transfrontalier ont mis en place plusieurs fonds pour les entreprises, tandis qu'au moins sept États membres consacrent des fonds au développement urbain et cinq ont créé des fonds exclusivement dédiés aux activités dans le domaine de l'énergie renouvelable et de l'efficacité énergétique. Plus de 20000 investissements dans des entreprises ont été enregistrés.

Des fonds ont été créés aux échelons national et régional; certains sont des fonds autonomes, d'autres des fonds à participation. La plupart des instruments financiers sont des fonds de prêts, suivis, par ordre d'importance, des fonds de capitaux et des fonds de garantie, que ce soit en nombre de fonds ou en quantité de ressources accordée. Ces fonds ont un effet multiplicateur par l'ajout d'autres ressources provenant des budgets nationaux ou régionaux, des banques et d'autres investisseurs. Les données récentes révèlent que chaque euro issu des ressources publiques a généré, par effet de levier, entre un et deux euros de prêts, entre un et trois euros d'investissements en capitaux et entre un et huit euros de prêts garantis. ▶▶



Date de début:
2010
Volume des fonds:
155 000 000 EUR
Contribution de l'UE:
53 000 000 EUR

► SOUTIEN AUX ENTREPRISES

Le «Finance for Business North East Fund» (UK)

Ce fonds de participation, géré par North East Finance (Holdco) Limited, fonctionne depuis 2010. Il est constitué de sept fonds spécifiques fournissant tout un éventail de prêts et d'investissements en capitaux aux jeunes entreprises et aux PME du Nord-Est de l'Angleterre. Au 1^{er} juillet 2012, ces fonds spécifiques avaient investi 58 millions d'euros dans 412 PME, 20,5 millions d'euros provenant du programme de compétitivité de la région North East England. De plus, 77 millions d'euros ont pu être mobilisés (dont 73 millions dans le secteur privé), ce qui signifie que les entreprises de la région ont reçu au total 135 millions d'euros. Ces investissements ont permis de créer 532 emplois et d'en préserver 1 180.

► POUR EN SAVOIR PLUS

<http://www.northeastfinance.org/>

► EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

KredEx (Estonie)

KredEx fonctionne comme un fonds de participation qui sélectionne des intermédiaires financiers pour octroyer des prêts servant à rénover des immeubles d'habitation par mesure d'efficacité énergétique. Par rapport aux conditions habituellement pratiquées sur le marché, ces prêts offrent des taux d'intérêt plus intéressants (entre 3,8 et 4,7% sur 10 ans au lieu des taux habituels de 7 à 10% sur 5 ans ou des taux variables), des échéances plus favorables (jusqu'à 20 ans au lieu d'environ 12 ans) et des frais contractuels moindres (0,5 à 0,75% du montant du prêt alors qu'ils peuvent atteindre 1%). Dans le cadre d'un programme qui s'est achevé en 2011, 391 immeubles, soit 14 680 logements, ont été améliorés, ce qui représente un volume total de prêt de 34,3 millions d'euros et devrait générer une économie d'énergie de 36% en moyenne.

► POUR EN SAVOIR PLUS

<https://www.swedbank.ee/business>
<http://www.kredex.ee/>



Date de début:
juin 2009
Volume des fonds:
49 000 000 EUR
Contribution de l'UE:
17 000 000 EUR



Date de début:
2008
Volume des fonds:
993 000 EUR
Contribution de l'UE:
340 000 EUR

► MICRO-CRÉDIT

Institutions de microfinance (Östra Mellansverige, Suède)

Lancée en 2008, cette initiative entend faciliter l'accès au financement des femmes migrantes qui souhaitent créer ou développer leur propre entreprise mais ont souvent des difficultés à garantir le capital de départ. Projet qui à l'origine devait s'achever début 2011, cet institut de microfinance en faveur de l'emploi et de l'intégration économique et sociale est aujourd'hui une société de prêt qui aide à faire tomber ces barrières. À ce jour, le Microfinance Institute a aidé de nouvelles femmes chefs d'entreprise à monter 43 microentreprises, ce qui a permis de créer 48 emplois. Citons l'exemple de Kholoud Yamami qui, à son arrivée de Jordanie en 2004, a reçu une aide pour créer sa propre entreprise de fabrication de biscuits arabes, et approvisionne aujourd'hui cinq supermarchés. Ce projet a remporté le prix RegioStars 2010 dans la catégorie CityStar – Intégration des migrants ou des groupes marginalisés dans les villes.

► POUR EN SAVOIR PLUS

<http://www.mikrofinansiering.se/>



Soutien à la mise en œuvre, 2007-2013

Pour promouvoir l'utilisation des instruments financiers et faciliter l'accès des PME et des microentreprises aux financements et aux investissements dans le développement urbain durable, la Commission a élaboré trois initiatives conjointes avec le groupe BEI: JEREMIE pour les PME, JASMINE pour la microfinance et, en coopération avec la Banque de développement du Conseil de l'Europe, JESSICA pour le développement urbain.

Le soutien apporté aux autorités de gestion intéressées s'est traduit par plus de 110 études de faisabilité, études thématiques et analyses de lacunes. De plus, les plateformes des réseaux JEREMIE et JESSICA, lancées en 2009, ont permis l'échange de savoir-faire et de bonnes pratiques entre la Commission, les autorités de gestion et les autres parties prenantes.

À ce jour, 55 fournisseurs de microcrédits issus de 16 États membres de l'UE ont bénéficié d'une évaluation ou d'une notation institutionnelle, ainsi que des services de formation et de développement commercial sur mesure offerts par le mécanisme d'assistance technique de JASMINE. En complément du travail réalisé dans le cadre de l'assistance technique, un code européen de bonne conduite relatif à l'octroi de microcrédits a été publié par la Commission en décembre 2011 pour promouvoir les meilleures pratiques dans ce domaine.

Les enseignements tirés

La mise en œuvre des instruments financiers dans la politique régionale pose certains problèmes dans la pratique. Ces difficultés ont été soulignées non seulement pas les acteurs directs de cette mise en œuvre (la Commission, les États membres, les autorités de gestion, le groupe BEI), mais aussi par la Cour des comptes européenne et le Parlement européen:

- besoin d'amendements législatifs et de notes d'orientation pour clarifier le champ d'action et les règles de fonctionnement des instruments financiers, leur utilisation dans les programmes des fonds structurels s'étant répandue au cours de la période 2007-2013;
- expérience pratique des instruments financiers parfois limitée chez certains acteurs clés;
- problèmes de correspondance entre l'offre et la demande, se traduisant dans certains cas par des allocations financières excessives, des retards dans les versements aux PME ou un «placement» des fonds;
- question de l'équilibre entre les objectifs du secteur privé, qui sont de maximiser les retours sur investissement, et les objectifs de la politique régionale, qui sont de contribuer à la croissance et à l'emploi dans des États membres et des régions donnés. ▶▶

▶ CODE EUROPÉEN DE BONNE CONDUITE POUR L'OCTROI DE MICROCRÉDITS

Ce rapport est disponible en BG, DE, EL, EN, ES, FI, FR, HU, IT, NL, PL, PT, RO, SK, SV.



▶ JASMINE

Action commune pour soutenir les institutions de microfinance en Europe: initiative de la Commission européenne élaborée en coopération avec la Banque européenne d'investissement (BEI) et le Fonds européen d'investissement (FEI). Offre une assistance aux fournisseurs de microcrédits et aux institutions de microfinance pour faciliter l'accès au microcrédit dans l'Union européenne.

▶ JEREMIE

Ressources européennes conjointes pour les PME et les microentreprises: initiative de la Commission européenne élaborée en coopération avec le FEI. Encourage le recours aux instruments financiers en vue d'améliorer l'accès au financement pour les PME par le biais des interventions des Fonds structurels.

▶ JESSICA

Alliance européenne d'appui aux investissements durables en zone urbaine: initiative de la Commission européenne élaborée en coopération avec la BEI et la Banque de développement du Conseil de l'Europe, visant à promouvoir l'utilisation des instruments financiers pour soutenir le développement urbain durable.

▶ POUR EN SAVOIR PLUS

http://ec.europa.eu/regional_policy/thefunds/instruments/index_fr.cfm



Date de début:
septembre 2010
Volume des fonds:
69 800 000 EUR
Contribution de l'UE:
53 400 000 EUR

Incubateur d'entreprises à Poznań (Wielkopolska)

Image basée sur le concept architectural; construction en cours.

► DÉVELOPPEMENT DURABLE EN MILIEU URBAIN
Les fonds de développement urbain dans les régions de Wielkopolska et Pomorskie (Pologne)

La Bank Gospodarstwa Krajowego, seule banque de développement de Pologne appartenant à 100% à l'État, joue le rôle de Fonds de développement urbain dans deux régions, Wielkopolska et Pomorskie.

Le FDU de Wielkopolska est consacré à la revitalisation et au soutien de l'environnement commercial. Depuis la signature de l'accord opérationnel en septembre 2010, le fonds a reçu 26 demandes de prêt pour un total de 59 millions d'euros et signé 6 accords d'investissement représentant en tout 23,2 millions d'euros (un autre projet estimé à environ 1,5 million d'euros vient d'être approuvé; l'accord d'investissement sera signé sous peu). Les projets ayant bénéficié d'une aide ont trait notamment à la rénovation d'édifices anciens ou de bâtiments historiques qui seront utilisés, entre autres, comme incubateurs d'entreprises ou centres culturels.



Garnison reconvertie en centre culturel à Gdańsk (Pomorskie)

L'accord opérationnel pour Pomorskie a été signé en octobre 2011 et depuis lors, le fonds a reçu neuf demandes totalisant 43,5 millions d'euros et a signé un accord d'investissement pour une valeur de 4,5 millions d'euros (un autre projet évalué à environ 5,5 millions d'euros vient d'être approuvé; l'accord d'investissement sera signé sous peu).

► POUR EN SAVOIR PLUS
<http://www.bgk.com.pl/jessica>



Date de début:
octobre 2011
Volume des fonds:
37 200 000 EUR
Contribution de l'UE:
32 200 000 EUR

Garnison reconvertie en centre culturel à Gdańsk (Pomorskie)



Propositions pour la période 2014-2020 – les améliorations à venir

Au vu de cette expérience, les propositions de la Commission pour la période 2014-2020 s'efforcent de fournir un cadre réglementaire plus clair et plus stable pour les instruments financiers mis en œuvre dans le cadre de la politique régionale et de cohésion.

La réglementation financière définit des règles d'utilisation communes des instruments financiers au sein de l'UE dans tous les domaines politiques financés par le budget européen et tente d'établir des règles standardisées pour les instruments de capitaux propres et de créances. La politique régionale et de cohésion aura toujours ses propres règles spécifiques, mais celles-ci doivent être formulées de façon à garantir un maximum de cohérence et de synergie avec les règles applicables aux instruments financiers mis en œuvre dans d'autres domaines politiques.

Les règles doivent aussi accroître l'efficacité des instruments financiers utilisés dans le cadre de la politique de cohésion. Les restrictions qui limitaient l'utilisation des instruments financiers à certains secteurs ont par conséquent été supprimées. Les évaluations *ex ante*, visant à identifier les dysfonctionnements du marché et les lacunes en matière d'investissement, seront obligatoires pour la conception de chaque instrument financier.

Pour faciliter la tâche des États membres et des autorités de gestion qui souhaitent utiliser les instruments financiers, trois options seront proposées pour leur mise en œuvre:

- instruments financiers établis à l'échelon de l'UE: les contributions seront réservées aux investissements dans les régions et aux actions couvertes par les programmes opérationnels;
- instruments financiers standardisés établis à l'échelon national ou régional (ou produits «prêts à l'emploi»): les conditions seront prédéfinies dans un acte d'exécution;
- instruments financiers existants ou nouvellement créés, établis à l'échelon national ou régional.

Enfin, les propositions prévoient des règles de gestion financière plus claires, notamment des mesures pour garantir une relation plus étroite entre les ressources allouées aux instruments financiers et les investissements effectués dans l'économie réelle, une accélération des versements aux destinataires finaux, des solutions plus flexibles aux difficultés rencontrées par les autorités nationales pour fournir des contributions nationales, des dispositions en matière

d'héritité pour garantir que les ressources restituées seront réutilisées de façon renouvelée conformément aux objectifs de la politique de cohésion et enfin, un renforcement des dispositions en matière de rapports, de contrôles et d'évaluations.

Ces propositions sont actuellement discutées par les instances européennes. Cela devrait aboutir à une réglementation plus cohérente, jetant les bases d'une utilisation plus efficace et plus efficace des instruments financiers, ce qui renforcera l'impact de la politique de cohésion entre 2014 et 2020.

Les prochaines étapes

À l'instar du reste du règlement portant dispositions communes, les dispositions relatives aux instruments financiers feront l'objet de discussions continues avec le Conseil européen et le Parlement européen dans les mois qui viennent. L'objectif est de disposer en milieu d'années 2013 d'un paquet complet de réglementations, d'actes délégués et d'actes d'exécution afin de pouvoir lancer les programmes 2014-2020 en temps utile.

Pour concevoir les mesures relatives à l'utilisation des instruments financiers, il sera également important de tirer parti de l'expérience acquise pendant la période en cours. En octobre 2012, la Commission préparera, dans le cadre du rapport annuel sur la mise en œuvre des programmes des Fonds structurels, un rapport résumant les informations reçues des États membres à propos des instruments financiers. De plus, le réseau d'évaluation externe de la DG Politique régionale publiera, en octobre ou novembre, un rapport sur l'utilisation des instruments financiers dans les programmes des Fonds structurels de la période 2007-2013.

La Commission souhaite garantir un cadre optimal pour satisfaire aux ambitions formulées l'an dernier dans sa communication intitulée «Un budget pour la stratégie Europe 2020». L'utilisation d'instruments financiers dans la politique régionale et de cohésion devrait donc aider à «...amplifier l'impact du budget de l'UE, ce qui permet de réaliser un plus grand nombre d'investissements stratégiques et, de ce fait, d'accroître le potentiel de croissance de l'UE... et... contribuer au développement général des marchés financiers dans un contexte d'après-crise».

▶ LA PAROLE EST À VOUS

PERSPECTIVES NATIONALES ET RÉGIONALES SUR LA POLITIQUE DE COHÉSION

L'Union européenne comprend plus de 270 régions appartenant à 27 pays et présentant chacune sa propre histoire et ses propres besoins économiques et culturels. Il est important que les décideurs politiques, les administrateurs et les représentants officiels à tous les niveaux soient conscients des retombées réelles de la politique de cohésion sur le terrain.

succès en cours ou des préparatifs pour la prochaine période de programmation. *Panorama* vous invite à envoyer vos commentaires, qui figureront peut-être dans un prochain numéro. ▶regio-panorama@ec.europa.eu

Dans ce numéro, *Panorama* présente les commentaires de cinq États membres et régions qui donnent leur point de vue sur l'impact de la politique de cohésion sur leur territoire et citoyens. La Communauté urbaine de Bordeaux donne son avis sur les propositions de la Commission concernant la politique de cohésion pour la période 2014-2020, tandis que la région de Pomorskie analyse les résultats obtenus au cours de la période 2007-2013. Par ailleurs, le Danemark, la Pologne et la Wallonie donnent un aperçu de leurs préparatifs pour la prochaine période de programmation.

C'est l'une des raisons pour lesquelles *Panorama* invite les principaux «consommateurs» de la politique de cohésion aux échelons national et régional à «faire entendre leur voix» et à dire ce qu'ils pensent de l'action politique européenne, qu'il s'agisse des réalisations et

Panorama vous invite à envoyer vos commentaires!

▶ POLOGNE

▶ LA POLOGNE S'APPRÊTE À POURSUIVRE SES INVESTISSEMENTS SUR LA VOIE DU SUCCÈS

En ce milieu d'année 2012, nul doute ne demeure quant à la capacité de la Pologne à dépenser efficacement les fonds de la politique de cohésion: plus des trois quarts de l'allocation disponible ont été attribués et le niveau des paiements déjà réalisés par la Commission européenne dépasse la moyenne de l'UE.

Les investissements de la politique de cohésion sont visibles partout: l'amélioration et l'extension du réseau routier, la connexion ferroviaire à l'aéroport de Varsovie, les stations d'épuration des eaux usées, l'efficacité énergétique des bâtiments rénovés, les centres culturels modernes sont autant d'éléments qui contribuent à changer l'image du pays. Les formations et les mesures de soutien à l'entrepreneuriat aident les individus et les entreprises à trouver leur place sur le marché. Ensemble, tous ces investissements ont stimulé la croissance et la création d'emploi: Selon les estimations, le taux de croissance du PIB en 2011 était supérieur de 0,8% au taux qui aurait été obtenu sans la politique de cohésion. En 2011, les

fonds de l'UE ont contribué à une hausse du taux d'emploi de 3%, ce qui représente un million de travailleurs supplémentaires. Cependant, autre phénomène tout aussi important, l'utilisation des fonds de l'UE a un impact positif sur la culture administrative dans les nombreuses institutions centrales et régionales concernées. Le développement d'approches stratégiques et de structures de gestion efficaces, la meilleure gestion des procédures environnementales et la décentralisation qui résulte du renforcement des pouvoirs régionaux sont quelques exemples de ces bénéfiques indirects.

La programmation de la politique de cohésion pour la période 2014-2020 est déjà en phase préparatoire. En effet, les institutions et les partenaires sont tout à fait conscients de la nécessité d'une bonne préparation pour garantir une utilisation judicieuse des fonds à venir. Le processus est coordonné par le Ministère du développement régional et ne se limite pas à une planification des dépenses des fonds européens. L'une des premières étapes a été la préparation et l'approbation de



Modernisation et développement de l'infrastructure d'accueil des salons professionnels de Kielce, convertie en Centre international d'exposition et de congrès

la stratégie nationale de développement régional en 2010, puis la préparation de stratégies de développement régional à long et moyen termes s'accompagnant de huit stratégies intersectorielles intégrées associées à des priorités clés qui ont trait notamment à la mise en œuvre d'une économie innovante et efficace, au capital humain, à la sécurité énergétique et à l'environnement. Les discussions sur les fonds européens pour 2014-2020 ne partent pas uniquement des lacunes à combler mais aussi du potentiel à exploiter, ainsi que de l'ampleur et du mode d'intervention. Pour trouver des solutions adaptées, le Ministère du développement régional organise des débats d'experts abordant divers objectifs thématiques de la future politique de cohésion, ainsi que des réunions avec les principaux acteurs tels que les représentants des ministères, des villes et des régions et les partenaires commerciaux, économiques et sociaux, en y consacrant notamment des sessions du Forum territorial national.

Tout au long des négociations à Bruxelles, la Pologne a prôné le renforcement de l'efficacité de la future politique de cohésion par l'intégration de conditions *ex ante* ciblées. Déjà au premier semestre 2012, le Ministère du développement régional a commencé à coordonner un processus destiné à vérifier les progrès réalisés dans la mise en œuvre des différents critères et conditions indispensables au succès des dépenses des futurs fonds de l'UE. Des plans d'action axés sur certains domaines problématiques sont actuellement en cours d'approbation et de mise en œuvre, en coopération avec les ministères et institutions concernés, de manière à permettre un démarrage aisé des nouveaux programmes dès le début de 2014.

Przemysław Kalinka

*Département de la coordination des politiques structurelles,
Ministère du développement régional*

► DANEMARK

► LES FONDS STRUCTURELS SOUTIENNENT LA VOIE DANOISE

FOCALISATION SUR LA CONCENTRATION THÉMATIQUE ET LES RÉSULTATS

De 2007 à 2013, le Danemark percevra au total environ 500 millions d'euros, la moitié provenant du Fonds européen de développement régional et, l'autre moitié, du Fonds social européen. Cela signifie que le Danemark est le pays de l'UE qui reçoit le plus faible montant par citoyen. Depuis 2007, diverses initiatives tentent de promouvoir la croissance et l'emploi en s'appuyant sur les six stratégies de développement régional des entreprises qui rendent compte des défis locaux. Depuis début 2007 jusqu'à fin 2011, les initiatives financées par les fonds structurels ont bénéficié à plus de 11 000 entreprises et plus de 33 000 personnes. D'une manière générale, la mise en œuvre des objectifs des programmes s'avère efficace.

La Danish Business Authority est l'autorité qui gère les deux programmes nationaux visant à accroître la compétitivité et l'emploi à l'échelon régional: le programme «Innovation and knowledge» (innovation et connaissance) du Fonds régional et le programme «More and better jobs» (des emplois plus nombreux et de meilleure qualité) du Fonds social. La période en cours est centrée sur la stratégie de Lisbonne. Les évaluations ont montré que la mise en œuvre des programmes a été associée avec succès à des stratégies aux échelons national, régional et européen (soutenant les objectifs de la stratégie de Lisbonne). En se focalisant sur les objectifs d'Europe 2020 pour la période 2014-2020, le Danemark espère pouvoir tirer parti de sa grande expérience acquise dans le cadre de la stratégie de Lisbonne et des initiatives locales.

L'objectif des initiatives est aujourd'hui de stimuler l'environnement commercial en utilisant le cadre stratégique applicable aux deux programmes pour s'assurer que les projets sont bien axés sur l'innovation, l'entrepreneuriat, les nouvelles technologies ou les ressources humaines. Il s'agit là d'une concentration thématique qui ne cible pas d'industrie ni de groupe particulier.

L'orientation stratégique des programmes danois s'est avérée robuste, notamment face à la crise financière. Le Danemark souhaite conserver cette concentration thématique, et il se peut que les Danois souhaitent aller encore plus loin que ce qui est actuellement envisagé. L'allocation de fonds à des fins prédéfinies peut s'avérer difficile pour un pays bénéficiaire caractérisé par des programmes peu nombreux et de petite envergure si les initiatives doivent aussi être axées sur les domaines identifiés comme présentant les plus grands besoins.

Les projets danois soutiennent le développement en partenariat. Il est rare que des allocations d'investissement soient

directement attribuées à des entreprises individuelles. L'un des projets les plus représentatifs bénéficiant des fonds régionaux est l'International Centre for Innovation de l'Université d'Aalborg. L'expertise est recueillie auprès des entreprises grâce à leur mise en réseau, ce qui permet aux entreprises d'améliorer leurs compétences dans la création de modèles d'activité difficiles à copier. L'une des entreprises a par exemple mis au point un hélicoptère autonome de pointe (drone) utilisé à des fins de reconnaissance.

Fidèle à la visée des programmes, la Danish Business Authority a, en partenariat avec Danmarks Statistik, consacré beaucoup d'efforts à la conception d'un système de mesure de l'efficacité prévoyant un suivi des initiatives à partir de documents et d'évaluations d'impact. Cette initiative répond en partie à un besoin qui se fait de plus en plus sentir dans le reste de l'UE: pouvoir documenter l'impact des initiatives. La focalisation sur les résultats est l'une des grandes priorités du Danemark et de l'UE, et tous les projets danois doivent inclure des évaluations d'efficacité. Parmi les facteurs importants figurent la vitesse de création, la part d'entreprises innovantes et le nombre d'entrepreneurs en phase de croissance.

Au vu de l'expérience acquise depuis 2007, il est aujourd'hui souhaitable que la croissance, le développement des entreprises et l'emploi, les initiatives locales, les partenariats, la concentration thématique et la focalisation sur les résultats constituent aussi des points charnières dans les initiatives de la période 2014-2020. Notre volonté: faire que tout fonctionne un petit peu mieux.

Preben Gregersen
*Directeur de la politique régionale,
 Danish Business Authority*



Hélicoptère autonome de pointe

▶ BELGIQUE

▶ LA WALLONIE ENTHOUSIASTE POUR LA PROGRAMMATION 2014-2020

La Wallonie met en œuvre 2 programmes opérationnels cofinancés par le FEDER dans le cadre de la programmation 2007-2013.

L'un, en Convergence, porte sur la Province de Hainaut, l'autre, en Compétitivité régionale et emploi, porte sur le reste du territoire wallon. Dotées d'un budget public total de près de 1,790 milliard d'euros, les actions soutenues visent à stimuler la création d'entreprises et d'emplois, à soutenir la recherche, l'innovation et la formation professionnelle ainsi qu'à rendre le territoire plus attractif au travers notamment de projets de

redynamisation urbaine, d'assainissement et de dépollution de friches ainsi que d'amélioration des infrastructures d'accueil aux entreprises.

Après 5 années de mise en œuvre, la Wallonie enregistre notamment plus de 9600 créations d'emploi et 863 nouvelles entreprises, l'amélioration de l'attractivité de 29 pôles urbains et celle de l'accessibilité de 22 zones d'activité. Elle peut se féliciter d'apporter un soutien en matière de recherche à 494 entreprises ainsi qu'à 22 centres reconnus au niveau international.

La Wallonie espère pouvoir capitaliser sur ces résultats dans le cadre de la programmation 2014-2020 dont elle envisage la préparation avec enthousiasme.

Nous souhaitons une conclusion rapide de toutes les négociations afin de pouvoir réellement débiter la future programmation au 1^{er} janvier 2014. C'est pourquoi, nous travaillons depuis l'été, avec un expert universitaire à la préparation de l'accord de partenariat et des programmes opérationnels qui seront inévitablement imprégnés de la stratégie Europe 2020 (PME, RDI, Bilan carbone) sans toutefois oublier le rôle moteur des grands centres urbains en matière de développement économique. L'objectif est de déposer tous les documents à la Commission dans le courant du 1^{er} semestre 2013 afin d'être tous prêts à la date fatidique. Ainsi, nous envisageons de lancer un 1^{er} appel à projets dès la finalisation des documents de programmation.

Il s'agit de beaux défis que nous relèverons, j'en suis persuadé, avec succès en étroite collaboration avec la DG REGIO.

Jean Janss

*Inspecteur général, Département
de la coordination des fonds structurels,
Service public de Wallonie*



► POLOGNE

► L'UE SOUTIENT LA SCIENCE EN POLOGNE PARCS TECHNOLOGIQUES DANS LA RÉGION DE POMORSKIE (POMÉRANIE)

Cela fait déjà huit ans que la Pologne a rejoint l'Union européenne, et nul doute que l'adhésion et la possibilité de recourir aux fonds européens ont énormément contribué au développement de la région de Pomorskie. L'aide financière obtenue pendant la période de pré-adhésion, puis pour la période 2007-2013, a dynamisé le développement de la région de Pomorskie et l'impact de ces changements positifs a pu être apprécié par l'ensemble de la population.

La région de Pomorskie se consacre à investir dans le développement de parcs scientifiques et technologiques, d'incubateurs et de groupements d'entreprises (clusters). Le premier parc technologique de la région de Pomorskie, le Pomeranian Science and Technology Park, a été établi à Gdynia en 2001. Est venu s'ajouter le Pomeranian Innovation and Entrepreneurship Incubator en 2004, suivi du Gdańsk Science and Technology Park en 2006. L'un des derniers investissements cofinancés par l'UE dans la région de Pomorskie est le Słupsk Technology Incubator. Parallèlement, dans le secteur poméranien de l'énergie renouvelable, le Kwidzyn Industry and Technology Park joue un rôle clé dans le développement des micro-, petites et grandes entreprises.

Gdańsk Science and Technology Park



La valeur totale de ces projets européens mis en œuvre pour créer et développer des parcs scientifiques et technologiques, des incubateurs et des clusters d'entreprises s'élève à plus de 136 millions d'euros. Il est clair que les institutions comme les parcs, les incubateurs et les clusters ont besoin d'un soutien financier immédiat pour atteindre leurs objectifs et aider les entreprises. On estime que ces investissements, cofinancés par les l'UE, accéléreront la croissance économique de la région, faisant de la Pomorskie un partenaire attractif pour les investisseurs étrangers et locaux. La région est en bonne voie d'atteindre ces objectifs grâce à la création de nouveaux parcs technologiques et à l'augmentation de l'activité des parcs existants.

Marcin Twardokus et Joanna Speiser
*Département des programmes régionaux,
Bureau du maréchal de la voïvodie de Pomorskie*

FRANCE

▶ LA CUB SATISFAITE DU SOUTIEN DE LA COMMISSION EUROPÉENNE

La Communauté urbaine de Bordeaux (CUB) se réjouit de l'effort financier de la Commission européenne pour maintenir le niveau de la politique régionale européenne. Les fonds européens ont un réel effet de levier sur la réalisation des projets portés par les collectivités.

Pour une concentration thématique plus souple

La CUB accueille avec satisfaction la définition des 11 objectifs thématiques et la volonté de faciliter la coordination des fonds pour favoriser la contribution de ces objectifs à la stratégie Europe 2020. Néanmoins, la concentration thématique (80% des ressources FEDER concentrées sur 3 objectifs) entrave, au niveau régional, la possibilité d'offrir un véritable choix aux porteurs de projets et une meilleure adéquation avec les politiques locales. La CUB considère que les autorités régionales et locales doivent être associées à la sélection nationale des objectifs thématiques.

La place du volet urbain, une avancée à préciser

La CUB se félicite que la Commission ait choisi de mettre en avant le fait urbain, véritable moteur du développement territorial. La CUB a été chef de file d'un projet urbain intégré au cours de la programmation 2007-2013 et souhaite renouveler son expérience lors de la prochaine programmation. Elle appuie la proposition du Parlement européen tendant à consacrer au développement urbain intégré un programme opérationnel à part entière. La CUB s'interroge sur la plateforme de développement urbain proposée par la Commission et plaide pour un appel à candidature au niveau de chaque État membre, sur la base d'une stratégie intégrée de développement urbain au service d'un territoire. De la même manière, une clarification est attendue sur le champ d'action des ITI (Investissements Territoriaux Intégrés) ainsi que sur les modalités de leur mise en œuvre.



Avec 720 000 habitants et 27 communes qu'elle représente, la Communauté urbaine de Bordeaux (CUB) est un acteur incontournable du quotidien des citoyens, et un partenaire financier de 1^{er} plan au niveau aquitain, notamment en tant que maître d'ouvrage et co-financeur de nombreux projets. La CUB poursuit trois objectifs majeurs : la réalisation des grands équipements d'agglomération, la modernisation des services urbains et le développement de l'économie locale.

La simplification des procédures: des efforts très attendus

La CUB approuve l'initiative de la Commission visant à simplifier les procédures de mise en œuvre, de gestion et de contrôle des fonds structurels. La dématérialisation et la révision du délai d'archivage, la proportionnalité des contrôles effectués en fonction du seuil de dépenses engagées et l'établissement d'un contrôle unique pour les opérations dont le coût total est inférieur à 250 000 EUR sont des avancées louables. Toutefois, certaines difficultés procédurales persistent et la CUB souhaite une harmonisation des règles d'instruction et de gestion des subventions, au niveau national, dans la prochaine programmation. Par ailleurs, l'identification des dépenses éligibles pour l'attribution d'une subvention européenne pourrait être facilitée.

Une gouvernance multi-niveaux indispensable

L'importance conférée à la gouvernance à plusieurs niveaux par la Commission européenne reçoit l'entière approbation de la CUB qui, en tant qu'acteur clé de cette politique, se félicite de pouvoir être associée plus étroitement à l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi de la prochaine programmation. La CUB souhaite que ce partenariat fasse l'objet d'une véritable retranscription au sein des règlements nationaux. La CUB suivra attentivement les avancées des négociations et souhaite que ses préoccupations puissent être entendues et relayées.

Anne Raimat

*Directrice des Relations internationales
et Coopération décentralisée, et*

Hélène Beaupetit

*Chef de service Europe
Communauté urbaine de Bordeaux*

▶ PRÉSIDENTE CHYPRIOTE DE L'UNION EUROPÉENNE

LES PRIORITÉS DE LA POLITIQUE DE COHÉSION

Avec sa nomination à la présidence du Conseil de l'UE au deuxième semestre 2012, Chypre entame l'une des périodes les plus importantes et délicates de son histoire. M. Adonis Constantinides, ministre conseiller, coordinateur du cadre financier pluriannuel et président du groupe de travail «Actions structurelles», souligne les priorités de la présidence chypriote concernant la politique de cohésion. Il met notamment en exergue les négociations en cours pour définir le cadre législatif qui régira la politique à partir de 2013.

▶ Nous traversons une période difficile en Europe. Quelles sont les principales priorités de la présidence, et que peut-on faire pour rétablir la confiance et la croissance économique?

La présidence chypriote, dont l'objectif est d'œuvrer «pour une meilleure Europe», a prévu de promouvoir des dossiers législatifs clés et d'autres initiatives en vertu de quatre grandes priorités: (1) *une Europe plus efficace et durable*, (2) *une Europe dotée d'une économie plus performante, fondée sur la croissance*, (3) *une Europe plus pertinente aux yeux de ses citoyens, avec solidarité et cohésion sociale*, et (4) *une Europe dans le monde, plus proche de ses voisins*. Tous les efforts visent à léguer à la prochaine génération une Europe meilleure. Il s'agit tout d'abord de promouvoir les réformes nécessaires pour résoudre les problèmes actuels et stimuler la croissance et la cohésion sociale dans l'UE. La présidence chypriote estime que la force motrice de ces réformes et de la promotion du bien-être des citoyens européens réside dans les principes et valeurs fondamentaux de l'UE tels que stipulés dans le traité de Lisbonne. Sur la base de ces valeurs, notre objectif est de promouvoir une croissance inclusive et la création d'emploi, en particulier pour les jeunes, ainsi que le développement durable et une meilleure qualité de vie. Aujourd'hui plus que jamais, il est nécessaire de transmettre un message d'espoir et de solidarité à tous les citoyens européens, notamment à ceux qui souffrent le plus des effets de cette crise économique sans précédent.



▶ ADONIS CONSTANTINIDES
Ministre conseiller,
coordinateur du cadre
financier pluriannuel et
président du groupe de travail
«Actions structurelles»

▶ Tous les regards sont tournés vers votre présidence, qui doit parvenir à un compromis concernant le cadre financier pluriannuel (CFP). Quelles sont vos priorités et comment allez-vous procéder?

Le CFP est un outil structurel capital pour l'avenir de l'UE. Conclure les négociations sur le CFP pour la période 2014-2020 est donc notre priorité numéro un. La présidence chypriote partira des progrès réalisés sous la présidence danoise, conformément au mandat octroyé par le Conseil européen de juin, et coopèrera étroitement avec les présidents du Conseil européen, de la Commission et du Parlement européen, dans le cadre strict de ses attributions prévues par le traité.

Nous souhaitons parvenir à un budget capable de catalyser les efforts mis en œuvre par l'UE pour surmonter ses difficultés et contribuant à notre objectif commun d'œuvrer à l'amélioration de l'Europe. Le CFP doit prévoir des ressources permettant de sortir de la crise économique et d'établir une base solide pour stabiliser l'économie européenne. Le concept de «qualité des dépenses» est un élément clé qui permet de garantir des programmes aptes à générer de la valeur ajoutée, efficacement planifiés et mis en œuvre, le but étant que toutes les grandes politiques européennes contribuent aux objectifs de l'UE, notamment la croissance et l'emploi.



Le CFP figurera à l'agenda de tous les Conseils «Affaires générales» menés sous la présidence chypriote jusqu'à la fin des négociations. De plus, la réunion informelle des ministres des affaires européennes à Chypre est consacrée au CFP. L'objectif est de parvenir à un accord politique au sein du Conseil européen avant la fin de l'année.

La coopération avec le Parlement européen est importante pour favoriser la compréhension mutuelle en vue d'un accord, et faciliter l'adoption en temps utile de décisions avisées.

► **Les négociations sur la législation de la politique de cohésion pour la période 2014-2020 sont un processus à plusieurs facettes auquel participent différents acteurs. Comment comptez-vous faire avancer et conclure ce processus? Quelle sont les éléments de cet ensemble de mesures qui vous semblent particulièrement importants? Comment envisagez-vous la coopération avec le Parlement européen?**

La politique de cohésion n'est pas seulement la manifestation de la solidarité européenne; c'est aussi, à mon avis, une politique d'investissement capitale de l'UE qui peut considérablement stimuler la croissance et l'emploi.

Nous nous sommes engagés à faire tout notre possible pour faire avancer les négociations. Les discussions continueront parallèlement aux négociations sur le CFP, même si le dossier ne pourra être clôturé qu'une fois un accord conclu sur le CFP.

Des progrès considérables ont certes été accomplis sous la présidence danoise, mais il reste encore du travail. Profitant de cette dynamique, nous avons déjà entamé un travail intensif au sein du Conseil en vue de clore toutes les questions en suspens d'ici fin 2012, concernant notamment le cadre stratégique commun, la gestion financière et les systèmes de gestion et de contrôle, le développement territorial, l'information et la communication et d'autres aspects techniques.

Nous voulons parvenir à un accord au sein du Conseil et trouver au plus vite un terrain d'entente avec toutes les institutions européennes compétentes sur les questions de programmation et de gestion de façon à faciliter les préparatifs des États membres et des régions pour la nouvelle période.

À l'exception des questions financières liées aux négociations sur le CFP, la politique de cohésion sera inscrite à l'agenda du Conseil «Affaires générales» en octobre et décembre en vue d'un accord sur la législation. La réunion informelle des ministres chargés de la politique de cohésion à Chypre vise à faciliter les négociations et à entamer le débat sur la mise en œuvre des nouvelles réformes politiques.

La collaboration étroite avec le Parlement européen revêt une importance cruciale et nous comptons rester en contact tout au long du processus de négociation. À partir de l'automne, des dialogues informels seront organisés. Il existe une forte volonté commune de faire avancer le processus au maximum.

En dernier lieu, nous essayons de poursuivre le travail accompli sous les présidences antérieures afin de promouvoir et mettre en œuvre l'agenda territorial 2020.

► **POUR EN SAVOIR PLUS**

<http://www.cy2012.eu/index.php/fr/page/home>



La coopération territoriale européenne (CTE) continue de gagner en importance et en visibilité dans le contexte de la politique de cohésion.

La proposition législative de la Commission, qui prévoit une hausse du budget dédié à la coopération et compte faire de cette question l'un des deux principaux objectifs pour la période 2014-2020, est l'un des facteurs expliquant ce phénomène. La CTE est déjà considérée comme un outil important de renforcement de la cohésion territoriale, économique et sociale de l'UE, ainsi que comme un instrument majeur d'intégration européenne transfrontalière. Les moyens mis en œuvre par la CTE pour trouver des solutions aux problèmes transfrontaliers, réaliser des économies d'échelle, inventer des mécanismes efficaces de production et de partage des connaissances et améliorer la gouvernance seront présentés cette année lors des Journées portes ouvertes, dont l'un des trois thèmes principaux sera «La coopération territoriale: un atout pour l'Europe».

De plus, avec les propositions de hausse du financement, la Commission est encore plus confiante quant au potentiel des programmes de coopération transfrontalière, transnationale et interrégionale. Pour réaliser les ambitions de la CTE, la Commission demande que la coopération territoriale

soit considérée par les instances européennes et nationales comme un critère à part entière de réflexion et de prise de décisions stratégiques. Les priorités en matière de coopération doivent être fixées par le cadre stratégique commun et par les accords de partenariat. Il convient aussi d'établir les mécanismes de coordination entre les différents instruments de financement de l'UE.

Les programmes de coopération doivent également réduire leur champ d'action. La Commission propose d'axer les financements alloués aux programmes de coopération transfrontalière et transnationale sur quatre objectifs thématiques seulement de la stratégie Europe 2020 de façon à accroître l'impact de ces programmes. Il faut pour cela tenir compte des besoins et possibilités spécifiques identifiés pour les territoires transfrontaliers et transnationaux. Néanmoins, il n'existe pas de limite thématique pour la coopération interrégionale, qui devra rester le principal instrument d'échange d'expériences et de bonnes pratiques pour tout l'éventail de thèmes de la stratégie Europe 2020.

Pour mettre en exergue le caractère unique de la CTE dans le contexte de la politique de cohésion, la Commission a proposé un règlement de coopération spécifique précisant et complétant les règles générales établies dans le règlement portant dispositions communes et dans le règlement du FEDER.



Haparanda/Tornio, Suède/Finlande, Interreg IV/A North

Pendant les négociations du Conseil en cours, les États membres de l'UE ont convenu de la nécessité d'axer davantage les programmes sur les résultats et de renforcer la concentration thématique pour la CTE. Le Conseil des affaires générales du 26 juin 2012 a proposé d'accorder aux programmes de coopération une plus grande liberté de choix dans les objectifs thématiques: 80 % des fonds du programme restent réservés à quatre objectifs thématiques, comme proposé à l'origine par la Commission, mais les 20% restants peuvent être utilisés pour financer n'importe quel autre objectif de la liste. Des discussions spécifiques ont été entamées avec les États membres concernant la réglementation de la CTE sous la présidence chypriote de l'UE.

La CTE bénéficie aussi de l'intérêt et du soutien du Parlement européen. Dans sa position votée à la mi-juillet 2012, le comité REGI suggère de doubler la part du budget de la politique de cohésion allouée à la coopération: 7% au lieu des 3,5% proposés par la Commission. Les membres du Parlement européen ont proposé plus de 250 amendements au projet de règlement de la CTE.

Ce projet de règlement donne à la Commission les moyens d'adopter, grâce aux actes d'exécution, la liste des domaines transfrontaliers et transnationaux qui recevront une aide, ventilés par programme de coopération. La Commission a déjà

commencé à réfléchir à la question et à partager son point de vue: lors d'une réunion avec les États membres organisée à Bruxelles le 5 juin 2012, elle a présenté les principes de gouvernance des éléments géographiques des programmes. Pour générer une masse critique et économiser les ressources, la Commission a évoqué la possibilité de réduire le nombre de programmes de coopération à l'avenir, par exemple en fusionnant les petits programmes et en intégrant la coopération transfrontalière dans les programmes transnationaux.

La Commission a aussi présenté des scénarios géographiques pour certains programmes transnationaux, qui rendent compte notamment de l'existence de deux stratégies européennes macrorégionales et de l'adhésion de la Croatie en juillet 2013.

La plupart des États membres ont demandé la poursuite des programmes existants, soutenant qu'il fallait tirer parti de la bonne coopération et des gros investissements mis en œuvre dans les structures et les systèmes de l'actuelle période de programmation. De leur point de vue, il n'est pas souhaitable de modifier radicalement la géographie des programmes.

► POUR EN SAVOIR PLUS

http://ec.europa.eu/regional_policy/cooperate/cooperation/index_en.cfm

▶ LES VILLES ET RÉGIONS D'EUROPE FONT LA DIFFÉRENCE



Depuis dix ans, les Journées portes ouvertes de la Semaine européenne des régions et des villes sont l'événement annuel clé pour les pouvoirs régionaux et locaux. C'est l'occasion pour des milliers de décideurs et experts locaux, régionaux, nationaux et européens de se rassembler à Bruxelles et dans toute l'Europe pour présenter leurs travaux et expliquer comment ils contribuent au développement de leur région et stimulent la croissance et l'emploi en Europe, tout en favorisant la mise en œuvre de la politique de cohésion de l'UE. Organisées par la Commission européenne (DG Politique régionale) et par le Comité des Régions, les Journées portes ouvertes donnent l'occasion de discuter des défis communs en matière de développement régional et local et de débattre des éventuelles solutions.

Gros plan sur les défis et les évolutions

Cette année, les Journées portes ouvertes interviennent à un moment critique des discussions sur le rôle et l'organisation futurs de la politique de cohésion. Ce sera le moment de lancer le débat sur l'avenir de l'Europe, sa politique de cohésion et sa gouvernance à plusieurs niveaux.

La politique de cohésion est la deuxième enveloppe budgétaire de l'UE et pour les sept années à venir, la Commission propose d'injecter 336 milliards d'euros dans les régions.

Néanmoins, la politique est en cours de remodelage: il s'agit d'en faire une politique d'investissement et de croissance à long terme. Cette transformation va de pair avec un changement de perspective sur le développement économique, social et territorial.

La future politique de cohésion sera plus étroitement axée sur les objectifs de croissance intelligente, durable et inclusive de la stratégie Europe 2020, faisant de la croissance verte et intelligente la priorité numéro un de toutes les régions d'Europe. Pendant les Journées portes ouvertes, 43 ateliers et séminaires aborderont ce thème.

Notre défi commun est d'adopter une approche territoriale intégrée, rassemblant tous les fonds et instruments de l'UE, notamment ceux dédiés au développement rural, à la pêche et au développement régional et social, pour créer de l'emploi et garantir la compétitivité des régions d'Europe.

Sous le titre «Les villes et régions d'Europe font la différence», les ateliers des Journées portes ouvertes 2012 sont organisés autour de trois thèmes:

- une croissance intelligente et verte pour tous;
- la coopération territoriale: un atout pour l'Europe;
- la production de résultats.

La croissance à venir de l'Europe dépendra dans une large mesure de la capacité de ses villes et régions à innover et à définir des orientations sur la voie d'une croissance verte et durable.

Les Journées portes ouvertes 2012 marqueront le 10^e anniversaire de l'événement. Le moment est venu de jeter un regard sur dix ans de débats, de discussions, d'expositions et d'échanges de meilleures pratiques et de mener une réflexion positive tout au long des discussions sur la future politique de cohésion européenne.



Ramon Luis Valcarcel Siso, Président du Comité des Régions et Président du gouvernement régional de Murcia, et José Manuel Barroso, Président de la Commission européenne.

Regard rétrospectif sur les Journées portes ouvertes: une perspective régionale

En 2003, la Catalogne était l'une des dix régions sélectionnées pour participer à la première édition des Journées portes ouvertes, rappelle Juan Prat y Coll, chef de la délégation de l'UE du gouvernement de Catalogne.

«Chaque région a organisé un séminaire ouvert à toutes sortes d'acteurs. Le gouvernement de Catalogne a organisé un séminaire pour présenter les meilleures pratiques européennes dans les domaines des biocarburants. Ce séminaire a remporté un grand succès car il a permis aux participants de débattre et d'échanger des idées sur cette question, mais aussi d'établir des contacts intéressants en vue de relations futures.»

Les Journées portes ouvertes sont devenues la Semaine européenne des villes et des régions et la Catalogne a continué d'y participer chaque année. «Au fil de ces 10 ans, nous avons vu les Journées portes ouvertes se convertir en un événement annuel clé pour les autorités européennes, nationales, régionales et locales, l'occasion pour elles de présenter leur gestion, leurs résultats et leurs perspectives, puis d'en discuter. L'événement rassemble plus de 6 000 participants de toute l'Union européenne. Plus de 200 villes et régions européennes participent aux Journées portes ouvertes.»



Juan Prat y Coll, chef de la délégation de l'UE du gouvernement de Catalogne

Cette année, à l'initiative de la DG Politique régionale, le bureau de la Catalogne, situé au centre du quartier européen de Bruxelles (*Espai Catalunya Europa*, 227 rue de la Loi), abrite le centre d'accréditation pour l'inscription des participants aux Journées portes ouvertes.

«Ce sera l'occasion d'offrir à notre région une grande visibilité auprès des milliers de participants qui visiteront nos locaux pour se munir des badges de la conférence», indique Juan Prat y Coll.

► POUR EN SAVOIR PLUS
<http://www.opendays.europa.eu/>

▶ RÉORIENTER LES FONDS STRUCTURELS POUR SURMONTER LA CRISE ÉCONOMIQUE

Pour contrer les effets de la crise économique, le fonctionnement des programmes de la politique de cohésion des États membres les plus affectés est réajusté de façon à affronter les nouveaux défis.

La politique de cohésion de l'UE bénéficie d'un cadre flexible qui permet de réallouer les ressources d'un programme déjà approuvé et de réorienter les investissements. Ce cadre élargit aussi le champ d'action des efforts de reprogrammation, sous réserve d'une décision de la Commission européenne.

EN ITALIE a été lancé fin 2011 un exercice majeur de hiérarchisation des dépenses qui a conduit à une réallocation de près de la moitié des 8 milliards d'euros de Fonds structurels disponibles pour fournir un soutien stratégique, en particulier dans les régions du sud de l'Italie (Calabre, Campanie, les Pouilles, Sicile, Basilicate, Sardaigne, Molise, Abruzzes). L'approche mise en œuvre par les autorités italiennes intègre des aspects et principes clés de la politique de cohésion révisée que propose la Commission pour la période 2014-2020. Le plan d'action italien cherche à accélérer l'utilisation des fonds et à concentrer les ressources sur la croissance et l'inclusion sociale. Il prévoit de reprogrammer 3,6 milliards d'euros de Fonds structurels non encore alloués en faveur de l'éducation (330 écoles), de la stratégie numérique (plan national d'accès aux services à haut débit) et de la création d'emplois (formation professionnelle, système de prélèvements et de prestations).

Dans un second temps, la priorité des programmes nationaux du pays est de réduire l'inégalité des chances entre les citoyens et de favoriser l'inclusion sociale.

L'initiative Barroso

Pour résoudre le problème particulier du chômage des jeunes et renforcer l'aide à la création d'emplois dans les PME, une nouvelle reprogrammation des Fonds structurels a été approuvée par le Conseil européen en janvier 2012.

L'initiative Barroso sur le chômage des jeunes et le financement des PME, qui doit être mise en œuvre en 2012 et 2013, cible dans un premier temps les huit États membres présentant les plus hauts taux de chômage des jeunes (Espagne, Grèce, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Portugal et Slovaquie).

Des «équipes d'action» composées de représentants des États membres et de la Commission européenne ont été constituées pour identifier les domaines vers lesquels il convient de réorienter les dépenses et quelque 7,3 milliards d'euros de fonds structurels feront l'objet d'une reprogrammation dans ces pays.

Le soutien aux PME

L'accès au financement est l'éternel problème des petites entreprises de toute l'Europe, un problème encore accentué par la crise économique et le resserrement du crédit. Dans le cadre des récents efforts de reprogrammation, environ 8,1 milliards d'euros (FEDER et contributions nationales) ont été alloués fin 2010 à plus de 300 instruments de capitaux propres, de garanties et de prêts pour offrir un soutien financier aux PME de toute l'Europe. À ce jour, environ 90 000 emplois auraient été créés ou préservés dans les PME grâce à ces instruments financiers qui représentent désormais plus de 10% du soutien direct du FEDER aux entreprises.

L'initiative Barroso met davantage l'accent sur la nécessité de faciliter l'accès des PME au financement dans les domaines très affectés par le chômage des jeunes grâce à l'utilisation d'instruments financiers bénéficiant de l'appui de l'UE.

Le soutien au financement des PME en **GRÈCE, LETTONIE, LITUANIE** et **SLOVAQUIE** permettra de mobiliser au moins 5,1 milliards d'euros. Grâce à cela, entre 5 000 et 6 000 PME bénéficieront d'une aide, ce qui favorisera la croissance commerciale et la sécurité de l'emploi.

AU PORTUGAL, quelque 4 000 PME recevront une aide grâce au levier financier qu'exerce les 1,13 milliards d'euros



fournis pas le FEDER, la Banque européenne d'investissement (BEI) et les investisseurs privés.

EN ESPAGNE, 157 millions d'euros ont été réalloués à la création d'un fonds de capital provisoire destiné au financement des PME innovantes.

LA GRÈCE disposera d'un nouvel instrument de liquidité de 500 millions d'euros qui garantira les prêts de la BEI aux PME grecques.

Quelque 56 000 PME devraient bénéficier de la réorientation des priorités de financement.

Réduction du chômage des jeunes

On estime qu'actuellement, plus de 5 millions de jeunes européens sont sans emploi et les chiffres augmentent. Le chômage des jeunes est de 30% en Irlande, 43% en Grèce et près de 50% en Espagne, et la croissance économique ne peut à elle seule résoudre ce problème sectoriel. L'initiative de la Commission porte particulièrement sur les jeunes sans emploi, qui ne suivent pas d'études ni de formation, ainsi que sur la création d'emplois. L'objectif est de stimuler l'emploi des jeunes grâce à une utilisation plus importante et plus ciblée des Fonds sociaux et régionaux européens (FSE, FEDER).

EN ESPAGNE par exemple, 135 millions d'euros ont été redirigés vers les services publics de l'emploi pour aider les jeunes à trouver du travail.

EN IRLANDE, 25 millions d'euros ont été dédiés au programme intégré Youthreach, qui offre des possibilités d'éducation, de formation et d'expérience professionnelle aux jeunes qui ont quitté l'école tôt, sans qualification ni formation professionnelle.

EN ITALIE, la vaste réorientation des dépenses déjà entamée s'attaque aussi au chômage des jeunes avec notamment le financement d'un plan en faveur de l'emploi en Sicile, qui devrait bénéficier à environ 50 000 jeunes et de nouvelles activités éducatives pour 65 300 étudiants du sud du pays. De plus, une initiative majeure (évaluée à 311 millions d'euros) destinée à lutter contre l'abandon scolaire précoce a été mise sur pied et des financements supplémentaires (100 millions d'euros) sont consacrés au soutien des jeunes entrepreneurs.

LES RECHERCHES DE LA DG ECFIN DÉMONTRENT L'IMPACT POSITIF DE LA POLITIQUE DE COHÉSION

Une analyse de la Direction générale des affaires économiques et financières de la Commission européenne (DG ECFIN) révèle que l'impact de la politique de cohésion sur les économies des États membres est globalement positif.

La DG ECFIN dispose du modèle QUEST III d'analyse et de recherche concernant la politique macroéconomique. Il révèle que la mise en œuvre des programmes de cohésion pour 2000-2006 (c'est-à-dire entre 2000 et 2009) s'est traduite par une hausse de 0,2% du PIB global de l'UE-27 et l'on prévoit que cette augmentation doublera d'ici 2020 grâce aux programmes de la politique de cohésion qui ont amélioré la structure des économies.

Les économistes de la DG ECFIN indiquent qu'en raison des effets positifs de la politique de cohésion sur le commerce, la situation globale de l'UE est meilleure que si cette politique n'existait pas.



L'itinéraire du Commissaire incluait la visite de la nouvelle gare centrale de Vienne, amenée à devenir une passerelle de transport ferroviaire de passagers et de marchandises desservant l'ensemble de la région du Danube.

▶ STRATÉGIE DE L'UE POUR LA RÉGION DU DANUBE: UN AN DE FONCTIONNEMENT

Un an après le lancement de la stratégie, le Commissaire Johannes Hahn, se rend dans plusieurs pays de la région afin d'évaluer les progrès réalisés sur le terrain.

Une approche macro-régionale pour la région du Danube

Lancée en juin 2011, la stratégie pour la région du Danube (SRD) de l'Union européenne est, après la stratégie de la mer Baltique, le deuxième exercice de coopération européenne d'une telle envergure qui consiste, pour les ministres et les décideurs politiques, à mettre en œuvre des politiques, des programmes et des projets portant sur un ensemble de préoccupations communes.

La région du Danube abrite à la fois les territoires les plus riches et les plus pauvres d'Europe; il est par conséquent primordial en ces temps de crise économique de travailler en coopération pour maximiser le potentiel régional et

générer croissance et emploi. La SRD contribue à ces efforts et un plan d'action pour la région propose des actions et des projets concrets, par exemple l'amélioration des interconnexions, notamment la navigation sur le Danube, la promotion de l'innovation grâce aux échanges de bonnes pratiques, les réseaux et les initiatives conjointes et la stimulation de la compétitivité grâce aux liens interentreprises.

Les premiers résultats

Au cours de son parcours entre Vienne et Sofia du 27 juin au 1^{er} juillet, le Commissaire Hahn a visité sept des États participants. L'objectif de ce voyage à travers l'Autriche, la Bulgarie, la Croatie, la Hongrie, la Roumanie, la Serbie et la Slovaquie était d'évaluer les progrès, de mieux cerner les enjeux sur le terrain et de déterminer les améliorations possibles.

Les réunions avec les représentants politiques et les autres parties prenantes ont révélé clairement que la stratégie

génère déjà une nouvelle dynamique et commence à livrer des résultats probants. Certains des projets visités illustrent ce constat, comme en témoigne ces pages, avec également:

- un projet de gestion du fleuve près de Vienne, qui améliore la navigation tout en protégeant l'environnement en utilisant de nouveaux moyens tels que la modélisation informatique et les infrastructures légères écologiques;
- des projets utilisant des technologies de pointe dans les domaines des eaux usées et des énergies renouvelables (biogaz) en Hongrie;
- une conférence sur la coopération transfrontalière en matière d'innovation réunissant des acteurs roumains et bulgares;
- un exercice coordonné d'intervention d'urgence avec la participation de l'Autriche, la Bulgarie, la Roumanie et la Serbie montrant comment partager des équipements et des approches de façon efficace.

La politique de cohésion et les stratégies macro-régionales

L'approche macro-régionale, qui réunit des États membres (et non membres) liés par des facteurs géographiques, permet de maximiser les retombées économiques, sociales et environnementales de la cohésion et des autres politiques de l'UE. Le resserrement de la coopération en matière de planification stratégique et de déploiement des fonds européens contribuera fortement à la mise en œuvre de la stratégie Europe 2020 concernant les échanges de bonnes pratiques, les réseaux et les initiatives conjointes dans des domaines tels que la croissance et l'emploi, l'enrayement de la fuite des cerveaux, le développement coopératif et durable et l'amélioration des capacités administratives.

Ainsi, pour la période 2014-2020, la Commission propose que les stratégies macro-régionales soient incorporées à toutes les phases du processus de programmation (cadre stratégique commun, accords de partenariat et tous les programmes opérationnels, selon le cas).

Les prochaines étapes

En novembre 2012, la Commission organisera, aux côtés des autorités bavaroises, le premier forum annuel de la stratégie, qui donnera à nouveau l'occasion d'effectuer un bilan du travail accompli, de montrer les apports de la stratégie, de sensibiliser le public et de mieux préparer l'avenir. Nous nous réjouissons d'entendre les propositions et les idées de toutes les parties intéressées.



Pont de Vidin-Calafat entre la Bulgarie et la Roumanie, qui devrait être terminé fin 2012, et partie du réseau transeuropéen de transport qui améliorera les connexions entre le nord-ouest de la Bulgarie, le sud-ouest de la Roumanie et l'est de la Hongrie.



Le Commissaire Hahn a visité des projets d'incubateur d'entreprise et de parc scientifique à Osijek (Croatie) (image) et Novi Sad (Serbie) permettant de développer des liens entre la recherche, l'innovation et les entreprises.



Voici un autre projet visité par le Commissaire Hahn, le passage frontalier fluvial Schengen intégré entre la Hongrie et la Croatie au port de Mohács: tous les services ont accès, sous un même toit, aux dernières technologies de partage d'information, ce qui facilite la mobilité et les échanges commerciaux tout en améliorant la sécurité.

► POUR EN SAVOIR PLUS

http://ec.europa.eu/regional_policy/cooperate/index_fr.cfm

<http://danube-region.eu/>

<http://balticsea-region-strategy.eu/>



Coût total:
465 140 000 EUR
Contribution de l'UE:
119 726 000 EUR

▶ DOLNOSLAKIE, POLOGNE

▶ LA SÉCURITÉ ÉNERGÉTIQUE MOTIVE L'EXPANSION D'UN SITE DE STOCKAGE DE GAZ

Une nouvelle et vaste installation souterraine de stockage de gaz a été mise en service dans le sud-ouest de la Pologne à l'issue d'un projet d'expansion de trois ans. Dotée d'un volume utile correspondant à 480 000 piscines olympiques, l'installation de Wierchowice contribuera à assurer la sécurité énergétique à l'échelon local et dans l'UE.

Située à une quarantaine de kilomètres à l'est de la ville de Wrocław, Wierchowice se trouve en Basse-Silésie, une région connue pour ses gisements de gaz naturel, vastes et productifs. Le site a produit du gaz pendant plus de deux décennies, jusqu'à épuisement des réservoirs en 1995. Il est aujourd'hui utilisé pour stocker du gaz à forte teneur en méthane grâce aux modifications apportées au réservoir et à son infrastructure.

Dans le cadre d'un projet cofinancé par l'UE, les travaux de conversion du réservoir de gaz naturel en installation de stockage de gaz ont commencé en mars 2009. Des technologies de pointe offrant une efficacité énergétique maximale (notamment des compresseurs, des puits et des gazoducs nouveaux ou améliorés) permettent d'injecter et d'extraire du gaz en fonction des besoins. La construction et les travaux d'ingénierie, réalisés conformément à des directives environnementales strictes, ont été supervisés par la PGNiG, la plus grande société pétrolière et gazière de Pologne.

Une capacité doublée

La capacité de stockage de gaz du site est passée de 575 millions à 1,2 milliard de mètres cubes, soit plus du double. Cela permet une vitesse d'extraction de quelque 4,8 millions de mètres cubes par jour. Il est prévu d'augmenter encore la capacité de stockage du site dans les prochaines années.

«L'investissement à Wierchowice est essentiel car il permet à la Pologne de maintenir ses réserves de gaz à des niveaux suffisants», explique Robert Kałuża du Ministère polonais du développement régional. «Cela s'avère primordial pour faire face aux variations saisonnières de la consommation ou en cas de réduction ou d'interruption de courte durée des approvisionnements en gaz. L'infrastructure est également importante pour la stratégie de l'UE en matière de sécurité énergétique et pour l'instauration d'un marché commun du gaz.»

Dans le cadre de la stratégie de l'UE, la Pologne s'est fixé pour objectif d'augmenter de presque 60% sa capacité de stockage souterrain de gaz naturel. Trois sites de stockage de gaz peuvent aujourd'hui bénéficier des financements européens: Wierchowice, Strachocina et Kosakowo. Wierchowice est le plus grand des trois.

▶ POUR EN SAVOIR PLUS
<http://www.osm.pgnig.pl/>

▶ BRNO, RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

▶ PRODUIRE DE NOUVEAUX MATÉRIAUX GRÂCE À LA NANOTECHNOLOGIE

L'action de la nanotechnologie, qui s'exerce au niveau des atomes et des molécules, est souvent invisible à l'œil nu. Pourtant sa capacité de modifier les matériaux ou d'en créer de nouveaux, dans toutes sortes de secteurs allant de la santé à l'industrie, lui confère un grand potentiel. Un nouveau centre régional de R&D à Brno tente de repousser les limites de cette technologie en développant de nouvelles applications et en formant les experts de demain dans cette discipline.

La nanotechnologie peut servir à développer des matériaux présentant des caractéristiques uniques. Ces matériaux peuvent remplacer ceux utilisés dans les procédés de production actuels et qui s'avèrent nocifs pour l'environnement ou inefficaces du point de vue économique. C'est pourquoi la recherche en nanotechnologie devient progressivement une priorité en République tchèque et dans toute l'UE.

Le «Regional R&D Centre for low-cost plasma and nanotechnology surface treatment» se trouve à Brno, la deuxième ville du pays. Ce projet, cofinancé par le Fonds européen de développement régional, vise à créer un centre pour satisfaire la demande croissante, de la part des entreprises industrielles innovantes, de procédés de production reposant sur le développement et l'utilisation d'une nanotechnologie de pointe mais limitant au minimum les investissements et les coûts de fonctionnement et ne demandant qu'une modification minimale des procédures de fabrication existantes.

Modification des propriétés de surface

«Nous pouvons puiser dans les 50 années d'expérience et de recherches de l'Institut d'électronique physique de la Faculté des sciences naturelles de l'Université de Masaryk», indique Jan Čech, membre de l'équipe chargée de l'exécution du projet. Il fait remarquer que les technologies plasma en cours d'élaboration permettent d'ajuster et de modifier les surfaces des matériaux. Il peut s'agir, par exemple, de joints collés plus résistants, d'encres ou d'impressions couleur améliorées ou de placages fins qui augmentent la résistance d'un matériau à l'abrasion, assurent sa biocompatibilité ou lui confèrent des propriétés antibactériennes. «Ces résultats sont obtenus

grâce à un plasma électrique froid généré à des pressions atmosphériques», explique-t-il, précisant que le plasma est souvent appelé «le quatrième état» de la matière car il ne s'agit ni d'un solide, ni d'un liquide, ni d'un gaz.

Les technologies développées au centre de Brno peuvent être appliquées dans les industries tchèques traditionnelles comme le textile, le verre ou l'automobile, ainsi que dans l'industrie électronique à l'échelle mondiale. Ce centre offre aussi des possibilités de formation aux jeunes professionnels souhaitant faire carrière dans le secteur des nanotechnologies et du plasma.



▶ POUR EN SAVOIR PLUS
<http://www.nanocontact.cz/en/home>

▶ PROGRAMME «RÉGIONS PÉRIPHÉRIQUES SEPTENTRIONNALES»*

▶ STIMULER LES MARCHÉS RURAUX DES BIOÉNERGIES

Les zones rurales situées à la périphérie nord de l'Europe offrent toute une variété de sources d'énergie renouvelables indigènes, notamment du bois et de la biomasse marine. Un projet transnational reliant quatre pays a été mis en place en vue de créer, dans le domaine des combustibles, des marchés locaux compétitifs qui exploitent ces ressources renouvelables.

La biomasse présente un intérêt croissant pour l'UE, qui compte obtenir d'ici 2020 20% de son énergie à partir de sources renouvelables. Le projet RASLRES (Regional Approaches to Stimulating Local Renewable Energy Solutions) cherche à accroître l'utilisation et l'adoption des ressources bioénergétiques produites localement dans les zones rurales des régions périphériques du Nord de l'Europe. Ce projet devrait apporter d'importants avantages économiques, sociaux et environnementaux à la population locale.

Les partenaires du projet viennent d'Écosse, d'Irlande, d'Irlande du Nord et de Suède. Ils cherchent à créer ensemble des marchés d'énergies renouvelables exploitant le bois local, la biomasse marine (algues) et l'alpiste roseau, une culture énergétique qui pousse bien dans le nord de l'Europe. «Nous voulons créer des emplois locaux grâce à l'énergie locale», explique Ian Brannigan en qualité de directeur général de la Western Development Commission (Irlande), chef de file du projet.

Un outil bioénergétique en ligne

Ce projet stratégique présente une caractéristique unique: il s'intéresse aux chaînes d'approvisionnement de bout en bout. En effet, il faut que tout le monde, depuis les fournisseurs jusqu'aux utilisateurs, puisse être sûr que ces biocarburants seront produits en qualité et en quantité suffisantes pour assurer l'autosuffisance des marchés locaux des énergies renouvelables.



Le «Bioenergy Tool», nouvel outil en ligne du projet lancé par le ministre irlandais de l'environnement, favorise considérablement un tel climat de confiance. Destiné aux fournisseurs et utilisateurs d'énergie des quatre pays partenaires, il propose des informations locales, régionales et nationales sur le bois de chauffage, la biomasse marine et l'alpiste roseau.

«Le Bioenergy Tool aide les décideurs à améliorer le passage d'une dépendance énergétique vis-à-vis des combustibles fossiles à une utilisation accrue des énergies renouvelables», explique Nicolas Forsling, chef du secrétariat du programme Régions périphériques septentrionales. L'outil est doté d'un calculateur bioénergétique qui indique aux utilisateurs les économies brutes qu'ils pourraient réaliser sur le plan financier et en termes d'émissions s'ils utilisaient des biocarburants au lieu de combustibles fossiles pour couvrir leurs besoins énergétiques.

▶ POUR EN SAVOIR PLUS

<http://www.raslres.eu/bioenergy-tool/>

* Irlande, Royaume-Uni et Suède

▶ OMBRIE, ITALIE

▶ UN SYSTÈME DE PLIAGE DES VÊTEMENTS ATTIRE L'ATTENTION INTERNATIONALE

La manutention et la distribution de vêtements à grande échelle peuvent demander beaucoup de temps. Une entreprise ombrienne offre des solutions à ce problème en produisant chaque année quelque 700 systèmes automatisés. Sa dernière invention, un distributeur de vêtements pliés, place encore plus haut la barre de l'innovation.

Située à Pérouse, Metalprogetti Spa est spécialisée dans la gestion et la manutention de vêtements sur cintre. Ses systèmes, vendus dans le monde entier, sont utilisés dans des secteurs allant du pressing à la blanchisserie industrielle.

La gestion et la manutention de vêtements peut poser toutes sortes de difficultés aux entreprises et aux usines, surtout si chaque article doit être stocké et trié individuellement. Metalprogetti entend simplifier ces processus, principalement par le biais de l'automatisation. Chaque système est modulaire et construit sur mesure pour chaque client.

La recherche et le développement sont importants pour maintenir la compétitivité de l'entreprise. Celle-ci abrite un laboratoire interne qui emploie neuf personnes à temps plein et collabore avec le département d'ingénierie de l'université de Pérouse. Metalprogetti, dont les produits sont dotés d'une technologie unique, possède plus de 40 brevets exclusifs.

Un système automatisé de pliage des vêtements

Le projet de recherche pour la création d'un distributeur de vêtements pliés innovant («Study and research for the creation of an innovative distributor of folded garments») a bénéficié, par l'intermédiaire de la région de l'Ombrie, d'une assistance du Fonds européen de développement régional. Il a abouti à la création d'un système spécial pour la distribution de vêtements pliés, conçu pour les hôpitaux, les instituts d'analyse, les centres de soins, les établissements thermaux, les usines, etc., c'est-à-dire tout établissement exigeant de son personnel le port d'un uniforme ou de vêtements de protection individuelle.



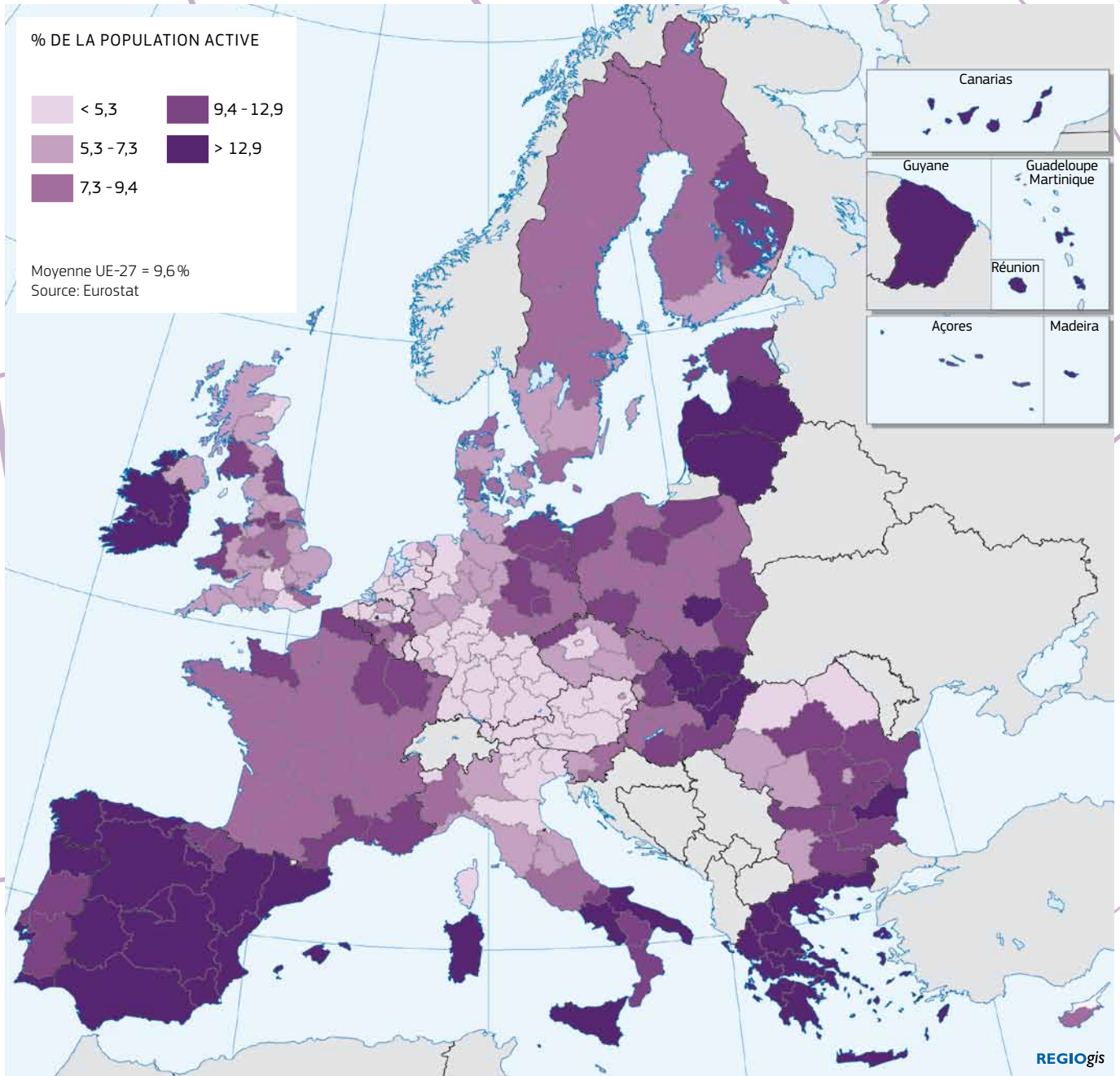
Coût total:
242 700 EUR
Contribution de l'UE:
84 900 EUR

«Ce nouveau distributeur de vêtements pliés pour la distribution et la livraison d'uniformes est aujourd'hui vendu dans le monde entier», indique le Dr Willebrord Sluijters de la DG Politique régionale de la Commission européenne, qui a visité l'usine récemment. Il réduit au minimum les temps de manutention en éliminant les procédures laborieuses d'inspection, de tri et d'assemblage des commandes.»

Le nouveau système permet d'extraire et de livrer rapidement des vêtements ou d'autres articles. Il offre aussi une traçabilité des opérations fiable à 100% puisqu'il peut contrôler le nombre d'articles soustraits par n'importe quel utilisateur individuel. En outre, le distributeur peut aussi manipuler des vêtements pliés et/ou des objets non emballés. Cela permet d'éviter l'installation d'une ligne d'emballage spécialisée et de gérer la livraison des articles qui ne peuvent pas être emballés en raison de leur taille ou de leur forme.

▶ POUR EN SAVOIR PLUS
<http://www.metalprogetti.it>

► TAUX DE CHÔMAGE, 2011

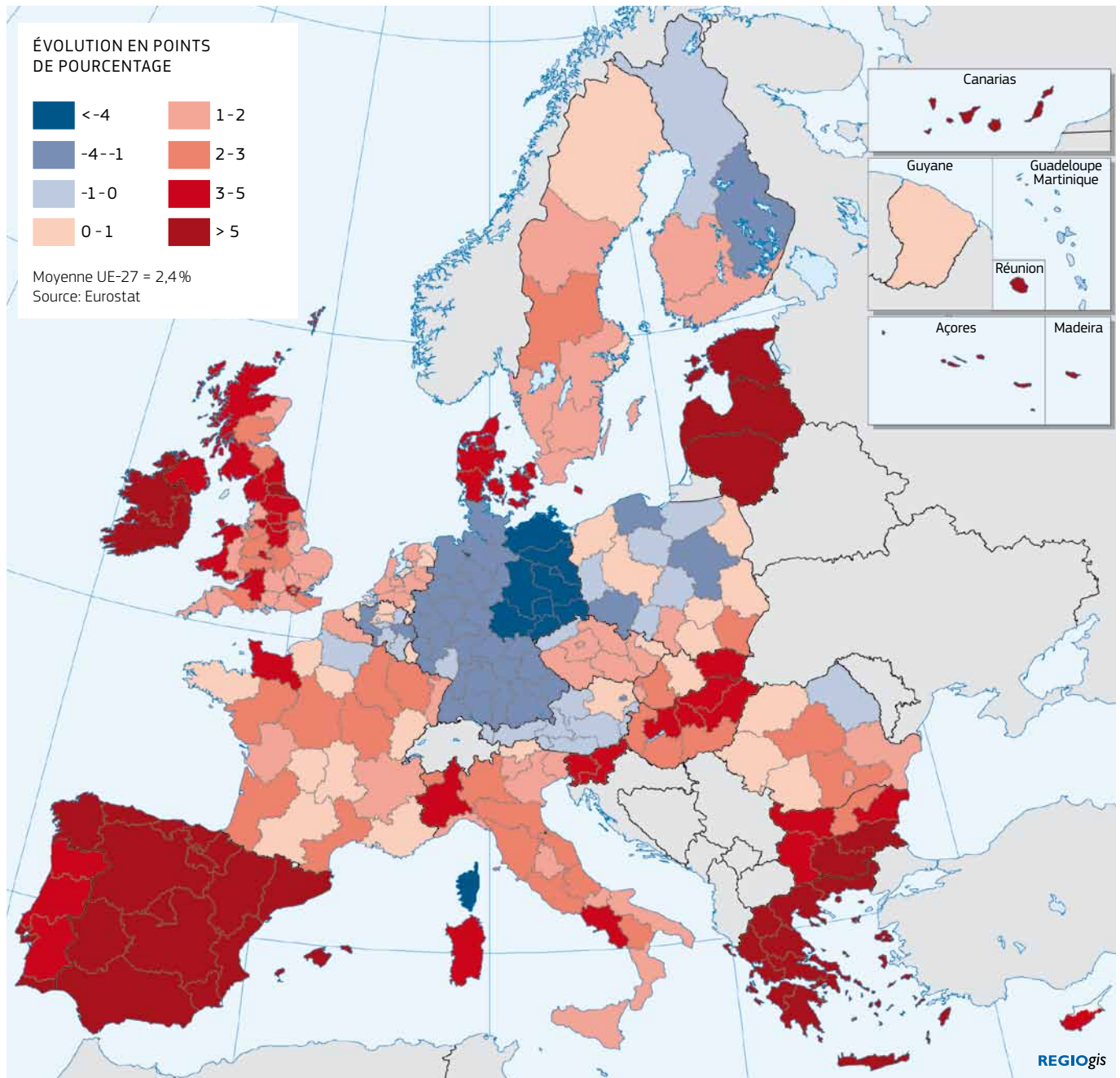


© EuroGeographics Association for the administrative boundaries

Il existe de fortes disparités en matière de chômage entre les régions de l'UE-27. Une région sur trois affiche un taux de chômage supérieur à 10%. Les taux les plus élevés sont enregistrés dans les régions espagnoles et grecques et dans les départements français d'outre-mer. La majorité des 41 régions (26 en 2010) présentant des taux de chômage

supérieurs à 15% se trouvent dans ces trois États membres. En revanche, 46 régions, situées principalement en Allemagne, en Autriche, en Belgique et aux Pays-Bas, enregistrent des taux de chômage inférieurs à 5% (alors qu'elles étaient 34 en 2010).

▶ ÉVOLUTION DES TAUX DE CHÔMAGE, 2007-2011



Entre 2007 et 2011, les taux de chômage ont augmenté dans trois régions sur quatre. La crise économique en Europe a sévèrement touché les régions d'Espagne, de Grèce, d'Irlande et des pays baltes; certaines d'entre elles ont enregistré une hausse du chômage de plus de 5 points de pourcentage.

En revanche, le chômage a baissé dans certaines régions d'Allemagne, en particulier dans les *Länder* de l'Est (notamment en raison de la mobilité de la main-d'œuvre), en Autriche, en Belgique, en Finlande et en Pologne.

▶ L'APPROCHE DU DÉVELOPPEMENT LOCAL POUR UNE MEILLEURE COHÉSION TERRITORIALE

LES CONSTATS D'UNE ÉVALUATION RÉCENTE

Les approches du développement local et les partenariats locaux sont des éléments clés de la future politique de cohésion. Pour la prochaine période de programmation, les acteurs locaux peuvent recourir au développement local mené par les acteurs locaux, aux investissements territoriaux intégrés et aux actions urbaines innovantes pour promouvoir une approche intégrée du développement territorial.

L'IRS (Istituto per la Ricerca Sociale) et l'IGOP (Institut de Govern i Politiques Publiques) ont procédé récemment à une évaluation («Contribution of local development in delivering interventions co-financed by the European Regional Development Fund (ERDF) in the past two programming periods 2000-2006 and 2007-2013») de la situation dans cinq régions (voir encadré 1) afin de tenter de démontrer que le développement local favorise une mise en œuvre plus efficace de la politique de cohésion. Elle souligne le potentiel et les limites de l'approche et formule des recommandations utiles pour l'avenir.

L'évaluation passe en revue les ouvrages sur le développement local et souligne les approches de développement local (ADL) les plus souvent utilisées, les atouts et les lacunes de chacune d'entre elles et la capacité institutionnelle nécessaire pour une mise en œuvre efficace. À partir des 38 programmes opérationnels qui ont affecté la plus grande part des ressources du FEDER à la politique territoriale, l'évaluation a étudié le mode de fonctionnement des ADL dans différents territoires et fourni une base pour la sélection des cinq études de cas à examiner. Chaque étude de cas régionale analyse le réseau entre les principaux acteurs en dégagant la structure de gouvernance, élément crucial d'une ADL.

Dans les ADL de ces zones, plusieurs caractéristiques communes ont été mises en évidence:

- accent mis sur le développement social et économique des zones défavorisées;
- référence à un territoire spécifique;
- intégration des différentes politiques sectorielles;
- mobilisation d'une pluralité d'acteurs au niveau local également.



Cadix

LES CINQ RÉGIONS DE NIVEAU NUTS 2* COUVERTES PAR L'ÉTUDE ET LES MINI-ÉTUDES DE CAS POUR IDENTIFIER LES EXEMPLES DE BONNE PRATIQUE:

- Projet URBANA CADIZ, Andalousie (ES)
- Neighbourhood Mothers, Berlin (DE)
- Integrated Urban Development Programme, Severozápad (CZ)
- PIT 1 Tavoliere, Pouilles (IT)
- WCVA Community Capacity Building, Galles de l'Ouest et Vallées (UK)

* Nomenclature des unités territoriales pour les statistiques



Berlin

L'étude démontre que, dans la mise en œuvre des interventions cofinancées par le FEDER, l'ADL:

- contribue au renforcement du rôle des autorités locales et des municipalités: l'arrangement institutionnel le plus fréquent dans une ADL est l'engagement des municipalités dans la planification et la mise en œuvre de la politique de cohésion européenne;
- exige du «temps»: la continuité des programmes sur le plan territorial, thématique et de la gouvernance est d'une importance cruciale;
- fonctionne mieux, dans le cas d'une ADL «pure», si le renforcement des capacités est l'un des objectifs et l'un des principaux modes d'intervention: les acteurs de terrain (petites organisations non gouvernementales, entreprises sociales, micro-entreprises) et l'équipe chargée du projet doivent bénéficier d'un soutien et d'une assistance afin de leur permettre d'acquérir les capacités nécessaires pour stimuler le développement communautaire.

L'évaluation suggère que les dispositions relatives au développement local mené par les acteurs locaux (articles 28 à 31 du règlement portant dispositions communes) représentent seulement une façon possible de mettre en œuvre l'approche du développement local et de tirer parti des avantages d'une approche qui met l'accent sur l'orientation territoriale, l'intégration politique et la participation des parties prenantes. D'autres démarches sont possibles, selon les cas.

«Les ADL adoptent des formes et des méthodes multiples, et les ramener à un seul modèle selon une pseudo-philosophie de la "taille unique" est de toute évidence impossible.»

L'étude met en avant trois grands modèles d'ADL:

- **ADL pure:** faible orientation territoriale, approche thématique intégrée et partenariat inclusif;
- **correctif dans les politiques sectorielles:** orientation territoriale large ou réduite, thématique unique, partenariat considéré à la fois comme un outil et comme un objectif;
- **ADL en politique régionale:** orientation régionale plus large, approche intégrée, partenariat stratégique.

En conclusion, l'évaluation souligne la nécessité de concevoir de nouveaux systèmes et outils d'évaluation permettant de cerner les objectifs intermédiaires de l'approche (les dimensions d'intégration et de partenariat) et, plus généralement, la contribution globale de l'ADL.

► POUR EN SAVOIR PLUS

Le rapport complet peut être téléchargé à l'adresse:
http://ec.europa.eu/regional_policy/sources/docgener/evaluation/pdf/eval2007/local_dev_final.pdf

▶ LE LAURÉAT REGIOSTARS ECO WORLD STYRIA POUR- SUIT SUR SA LANCÉE



ECO World Styria, le cluster autrichien spécialisé dans les écotecnologies qui a remporté le prix RegioStars 2012 dans la catégorie «croissance intelligente», accumule les succès.

Le prix européen a donné un nouvel élan à la concentration innovante d'organisations écotecnologiques, qui constitue aujourd'hui un moteur de l'économie de la province autrichienne de Styrie. Ce prix a déjà aidé le cluster écotecnologique autrichien à acquérir un rayonnement international, explique Bernhard Puttinger, PDG d'ECO World Styria. «Une multitude d'articles sur notre vallée des écotecnologies ont été publiés dans la presse régionale, nationale et internationale. Les commentaires de la presse nous sont très favorables, nous positionnant clairement comme un modèle de "meilleure pratique" dans ce domaine.»

Le magnétisme international d'un pôle écotecnologique

Le cluster styrien des écotecnologies exerce un attrait de plus en plus manifeste sur les spécialistes et ingénieurs internationaux de l'énergie et de l'environnement.

«Presque chaque semaine, des délégations visitent la vallée des écotecnologies pour examiner le fonctionnement d'ECO World Styria et observer les entreprises qui y travaillent», indique M. Puttinger. «Cette année, nous avons reçu la visite de 250 experts du domaine, originaires du Brésil, de Chine, des États-Unis, de France, de Russie et du sud-est de l'Europe. En septembre, un groupe d'investissement français enverra une délégation chargée d'étudier notre portefeuille d'entreprises à forte croissance.»

M. Puttinger estime que le prix RegioStars rend hommage à l'esprit d'innovation des 180 entreprises et organismes de recherche qui travaillent dans le domaine des technologies de l'énergie et de l'environnement au sein du cluster écotecnologique autrichien. «Cela confirme une fois de plus qu'à l'échelon international, la Styrie figure actuellement parmi les régions les plus performantes dans le développement des écotecnologies de pointe», souligne-t-il.

Des services à l'exportation

En remettant le prix «croissance intelligente» au cluster écotecnologique styrien, le jury RegioStars a déclaré: «ECO World Styria est un projet excellent sous toutes les facettes de l'innovation dans de nouveaux services. Il confère au concept de cluster un niveau de qualité supérieur et une dimension plus internationale. Il a obtenu des résultats extraordinaires sur le plan du soutien à la création d'entreprises, a généré 5 000 emplois et des taux de croissance impressionnants, constituant une source d'inspiration pour les autres régions d'Europe.»

«Je pense que le critère qui a été décisif dans notre choix est le dynamisme dont fait preuve ECO World Styria dans son évolution, de même que le nouvel élan que le projet imprime à la région grâce au développement des écotecnologies», ajoute M. Puttinger. Le cluster génère aujourd'hui plus de 8% du produit régional brut de la Styrie.

Le jury RegioStars a surtout fait l'éloge des services innovants qu'offre ECO World Styria à ses entreprises, notamment la connaissance des marchés et les réseaux d'entreprises qui permettent l'essor des exportations. Les tables rondes technologiques instaurées par le cluster et par le Cleantech Innovators Club ont donné lieu à des projets commerciaux et de recherche innovants.

Un haut lieu de l'ingénierie environnementale

Fondé en 2005, ECO World Styria est spécialisé dans l'ingénierie de l'énergie et de l'environnement et vise à créer une «Green Tech Valley» (vallée des écotecnologies) de classe mondiale en Styrie. Le cluster joue un rôle important dans la mise en œuvre de la politique économique dans le land autrichien et constitue un élément clé de la nouvelle stratégie économique de la Styrie pour 2020. En 2011, les entreprises du cluster employaient quelque 32 000 personnes et génèrent un chiffre d'affaires global de 7,7 milliards d'euros avec un quota d'exportation d'environ 90%.

▶ POUR EN SAVOIR PLUS
<http://www.eco.at>



▶ ANNONCE DES FINALISTES



Vingt-sept projets ont été sélectionnés dans les 5 catégories pour la prochaine édition des prix RegioStars. L'annonce des lauréats se fera lors d'une cérémonie prévue à Bruxelles le 7 février 2013. Parmi les finalistes figurent plusieurs projets de coopération territoriale européenne (CTE).

CROISSANCE INTELLIGENTE

- Programme Technopol, Niederösterreich (AT)
- CoOPTICS – Innovation to markets, Thuringien (DE)
- University-Business Knowledge Transfer, Castilla y León (ES)
- UPTEC – Parque de Ciência e Tecnologia da Universidade do Porto, Norte, Portugal (PT)
- SLIM III, Norra Mellansverige (SE)
- Innovation In Crops (InCrops), East of England (UK)

CROISSANCE DURABLE

- Green Business Growth in SMEs, Syddanmark (DK)
- ENWORKS Resource Efficiency Support, North West England (UK)
- Hydrogen region Flanders, Zuid-Holland (CTE)
- MED-Laine, Sardaigne, Toscane et Haute-Corse (CTE)
- Cradle to Cradle Islands, Région de la mer du Nord (CTE)

CROISSANCE INCLUSIVE

- The Living Lab on Wellbeing Services and Technology, Länsi-Suomi (FI)
- Individual Employment Paths, Warmińsko-Mazurskie (PL)
- Strides Alliance Partnership, Wales (UK)
- PASE – Public Policies and Social enterprises, Marche (chef de file) (CTE)
- SUCCESS, Kent (chef de file) (CTE)

CITYSTAR

- WienWin, Vienne (AT)
- Park Spoor Noord, Anvers (BE)
- Neighbourhood Management Berlin (DE)
- Revitalisation of Mill Islands, Bydgoszcz (PL)
- MalmöLund – Metropolitan region, Malmö (SE)

INFORMATION & COMMUNICATION

- www.efro.be – Flandre occidentale (BE)
- www.eu-fonds.brandenburg.de – Brandenburg (DE)
- www.agenciasopa.es – Andalucía (ES)
- www.esparama.lt – Lituanie (LT)
- COSAFE, Västerbotten (SE)
- www.interact-eu.net – Bratislava (chef de file) (CTE)

▶ POUR EN SAVOIR PLUS

http://ec.europa.eu/regional_policy/cooperate/regions_for_economic_change/regiostars_fr.cfm

AGENDA

15-16 NOVEMBRE 2012

_Metz (FR)

Conférence Rurban

27-28 NOVEMBRE 2012

_Regensburg (DE)

1^{er} Forum annuel de la stratégie de l'Union européenne pour la région du Danube

3-4 DÉCEMBRE 2012

_Paris (FR)

Réunion conjointe des réseaux INFORM et INIO

7 FÉVRIER 2013

_Bruxelles (BE)

Cérémonie de remise des prix RegioStars 2013

Pour en savoir plus sur ces événements, consulter la section Agenda du site web Inforegio:

http://ec.europa.eu/regional_policy/conferences/agenda/index_fr.cfm

Quels résultats la politique de cohésion a-t-elle permis d'obtenir dans votre région? Racontez-nous votre expérience, en expliquant les résultats et les avantages concrets pour les citoyens.

Vous pouvez également nous parler de vos projets pour la prochaine période de programmation.

Les contributions sélectionnées seront présentées dans le prochain numéro du magazine *Panorama*.

Veuillez nous faire part de votre expérience à l'adresse suivante:

regio-panorama@ec.europa.eu

**FAITES
ENTENDRE
VOTRE VOIX**

ISSN 1608-3903

© Union européenne, 2012

Reproduction autorisée, moyennant mention de la source.



Office des publications

Commission européenne, direction générale de la politique régionale
Communication, information et relations avec les pays tiers
Raphaël Goulet

Avenue de Tervueren 41, B-1040 Bruxelles

Courriel: regio-panorama@ec.europa.eu

Internet: http://ec.europa.eu/regional_policy/index_fr.htm